

Collection of consolidated texts Recueil de textes consolidés

392 D 0597

92/597/EEC: Commission Decision of 21 December 1992 on a multiannual guidance programme for the fishing fleet of Spain for the period 1993 to 1996 pursuant to Council Regulation (EEC) No 4028/86

392 D 0597

92/597/CEE: Décision de la Commission, du 21 décembre 1992, relative à un programme d'orientation pluriannuel de la flotte de pêche de l'Espagne pour la période 1993-1996 conformément au règlement (CEE) n° 4028/86 du Conseil

9 LANGUAGES



9 LANGUES

Collection of consolidated texts Recueil de textes consolidés

392 D 0597

92/597/EEC: Commission Decision of 21 December 1992 on a multiannual guidance programme for the fishing fleet of Spain for the period 1993 to 1996 pursuant to Council Regulation (EEC) No 4028/86

392 D 0597

92/597/CEE: Décision de la Commission, du 21 décembre 1992, relative à un programme d'orientation pluriannuel de la flotte de pêche de l'Espagne pour la période 1993-1996 conformément au règlement (CEE) n° 4028/86 du Conseil

9 LANGUAGES



9 LANGUES

SG/B/4
Rue Archimède 25
Tel. 54739

19.12.1996

Cataloguing data can be found at the end of this publication.
Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 1996
Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1996

ISBN 92-827-9434-2

© ECSC-EC-EAEC, Brussels • Luxembourg, 1996
© CECA-CE-CEEA, Bruxelles • Luxembourg, 1996

Reproduction is authorized, except for commercial purposes, provided the source is acknowledged.
Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium

AVERTISSEMENT

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ce document est une compilation élaborée par les services de la Commission européenne et présentant un caractère officieux qui n'a d'autre ambition que de faciliter l'approche de la législation communautaire dans la matière concernée.

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.

*

* *

SOMMAIRE

ES	<i>page</i> 7
DA	<i>page</i> 15
DE	<i>page</i> 21
EL	<i>page</i> 29
EN	<i>page</i> 35
FR	<i>page</i> 41
IT	<i>page</i> 49
NL	<i>page</i> 57
PT	<i>page</i> 65

NOTE EXPLICATIVE

- 1) **L'avertissement** - Celui-ci indique, sur chaque page, que le texte consolidé a uniquement une valeur informative et ne peut donc être considéré comme un document faisant juridiquement foi.

Le texte consolidé ci-après est présenté par la Commission à titre d'information, il ne crée aucun droit ou obligation autres que ceux qui découlent des textes juridiques légalement adoptés et publiés. Seuls ces derniers textes font foi.

- 2) **La page de garde** - Cette page est constituée des éléments suivants:

- 2.1. *L'acte de base ou acte originel est présenté comme suit:*

- l'intitulé complet de l'acte;
- la référence du Journal officiel dans lequel l'acte est publié.

- 2.2. *Les actes modificateurs*

Les informations relatives à ces actes, classés dans un ordre chronologique, se présentent comme suit:

- le numéro, entre crochets et en gras, qui sert à identifier l'origine de la modification insérée dans l'acte;
- l'intitulé abrégé de l'acte;
- la référence du Journal officiel dans lequel l'acte est publié.

- 2.3. *Les actes d'adhésion*

Les informations relatives à ces actes, classés dans un ordre chronologique, se présentent comme suit:

- le numéro précédé d'un A, entre crochets et en gras, qui sert à identifier l'origine de la modification insérée dans l'acte;
- l'intitulé abrégé de l'acte;
- la référence du Journal officiel dans lequel l'acte est publié.

Cette liste peut comprendre les décisions adaptant les actes d'adhésion de 1972 et 1994 suite à la non-adhésion de la Norvège.

- 2.4. *Les rectificatifs*

Les informations relatives aux rectificatifs se présentent comme suit:

- le numéro précédé d'un C, entre crochets et en gras, qui sert à identifier l'origine du rectificatif inséré dans l'acte;
- la référence du Journal officiel dans lequel le rectificatif est publié;
- le numéro de l'acte auquel le rectificatif se rapporte.

- 2.5. *La mention de l'accord sur l'Espace économique européen*

Cet accord, n'induisant pas de modification dans l'ordre juridique communautaire proprement dit, est simplement mentionné pour information.

3) **Présentation du dispositif et des annexes**

Les textes consolidés comportent uniquement le dispositif et les annexes; ils ne reprennent donc ni les visas ni la motivation des actes (l'utilisateur les trouvera dans les Journaux officiels cités en page de garde).

Les modifications sont intégrées à l'acte selon les règles suivantes:

3.1. *Intégration des modifications*

— Une modification, remplaçant ou complétant le texte initial, est signalée par la mise entre guillemets du nouveau texte, précédée et suivie d'un numéro entre crochets en gras agrémentée d'une flèche (orientée vers la droite, pour le début de la modification et à gauche en fin de modification).

Début de modification: **[n°]→**"

Fin de modification: "**←[n°]**

exemple: **[1]→**" texte modificateur "**←[1]**

Il est possible de connaître l'origine de la modification en se référant au numéro entre crochets; ce numéro renvoie aux références de l'acte modificateur en page de garde.

S'il s'agit de modifications relevant d'un acte d'adhésion le numéro entre crochets sera accompagné d'un A et d'un C dans le cas d'un rectificatif.

exemple: **[A1]→**" texte modificateur introduit par l'acte d'adhésion "**←[A1]**

exemple: **[C1]→**" texte corrigé par le rectificatif "**←[C1]**

— Une modification ayant pour seul objet de supprimer une partie du texte initial est indiquée par un trait encadré par les numéros de l'acte modificateur.

exemple: **[1]→**" ——— "**←[1]**

La page de garde de certains textes consolidés mentionne des actes qui n'ont aucun effet sur l'acte de base. Il s'agit notamment de textes qui comportent des modifications elles-mêmes abrogées par un acte postérieur; ils n'apparaissent donc plus dans le texte consolidé.

3.2. *Remarques complémentaires*

Des précisions utiles à la compréhension des modifications peuvent être apportées sous forme de remarques complémentaires. Dans le texte, elles sont repérées au moyen d'un signe distinctif, ^①, placé à hauteur de la difficulté et renvoyant à la remarque en bas de page. Elles ne sont pas des éléments du texte.

S'il s'avère nécessaire de modifier ou d'insérer un élément dans le texte paru au Journal officiel (une numérotation d'article erronée par exemple), il est alors indiqué entre crochets.

4) **Tableau des dates limites de transposition**

Dans le cas des directives, un tableau reprend, pour chacune, la date de transposition de la législation communautaire en droit national, c'est-à-dire la date à laquelle les Etats membres doivent avoir modifié leur législation pour se conformer aux dispositions desdits actes.

Ce tableau est placé à la suite du texte consolidé mais ne doit pas être considéré comme un élément de l'acte.

**DECISIÓN DE LA COMISIÓN
de 21 de diciembre de 1992
relativa a un programa de orientación plurianual de la flota pesquera de España para el período de 1993 a
1996, de conformidad con el Reglamento (CEE) n° 4028/86^⓪ del Consejo**

(El texto en lengua española es el único auténtico)

(92/597/CEE)

(DO n° L 401 de 31. 12. 1992, p. 57)

Modificada por:

	Diario oficial		
	n°	página	fecha
[1] Decisión 95/247/CE de la Comisión de 7 de junio de 1995	L 166	37	15. 7. 1995

^⓪ DO n° L 376 de 31.12.1986, p. 7 (Este Reglamento ha sido derogado por el Reglamento (CEE) n° 2080/93 - artículo 9 - DO n° L 193 de 31. 7. 1993, p. 1).

Artículo 1

El programa de orientación plurianual de la flota pesquera para el período de 1992 a 1996, presentado por el Gobierno español el 30 de abril de 1991 y completado posteriormente por ese Gobierno, queda aprobado con las limitaciones y condiciones establecidas en la presente Decisión y siempre y cuando se respeten las mismas.

Artículo 2

Con objeto de garantizar un equilibrio duradero entre los recursos pesqueros y el esfuerzo pesquero de la flota comunitaria, España ha segmentado su flota de pesca tal y como aparece en el Anexo. Al [1]→" esfuerzo "←[1] pesquero de los segmentos obtenidos, se le aplicarán los siguientes porcentajes de reducción:

- 20 % a los segmentos que se dedican a la pesca de arrastre de fondo en pareja o a la de arrastre de fondo con puertas de poblaciones demersales,
- 15 % a los buques de pesca a la rastra y a los arrastreros con tangones orientados hacia las poblaciones bentónicas,
- 0 % a los otros segmentos, es decir, un no crecimiento de los mismos.

Estas reducciones se aplicarán a los objetivos fijados para el 31 de diciembre de 1991 como punto de partida del programa transitorio de 1992 adoptado para España, y basándose en la situación de la flota pesquera a 1 de enero de 1992 presentada por ese Estado miembro.

Artículo 3

1. La reducción del esfuerzo pesquero podrá efectuarse combinando la reducción de las capacidades y la reducción de la actividad.

2. La realización del objetivo global del programa, entendido como suma de los objetivos parciales de cada segmento, habrá de lograrse en un 55 % como mínimo reduciendo la capacidad pesquera.

3. El porcentaje restante podrá obtenerse mediante medidas de reducción de la actividad, como por ejemplo la limitación del tiempo de mar, siempre y cuando se fundamenten en disposiciones legales y administrativas de carácter permanente aceptadas por la Comisión y en disposiciones técnicas aprobadas por ella.

4. Los objetivos finales por segmento así como los objetivos indicativos intermedios anuales se fijarán con arreglo a los puntos 2 y 4 de las disposiciones adicionales del Anexo.

Artículo 4

[1]→" A más tardar el 31 de marzo de cada año en relación con el año anterior que finaliza el 31 de diciembre "←[1], España comunicará a la Comisión, la siguiente información sobre cada uno de los segmentos de flotas indicados en el Anexo: número de buques matriculados, toneladas de registro y potencia entradas en servicio y retiradas del servicio y, en su caso, de acuerdo con las disposiciones especiales del programa, los tiempos de mar de cada grupo homogéneo de buques y sus variaciones semestrales.

Esos datos habrán de concordar con los transmitidos en virtud de lo dispuesto en el Reglamento (CEE) n° 163/89 de la Comisión (1)⊕ acerca del registro comunitario de buques de pesca.

Artículo 5

El destinatario de la presente Decisión será el Reino de España.

(1) DO n° L 20 de 25. 1. 1989, p. 5.

⊕ Este Reglamento ha sido derogado por el Reglamento (CE) n° 109/94 - artículo 10 - DO n° L 19 de 22.1.1994, p. 5.

ANEXO

PROGRAMA DE ORIENTACIÓN PLURIANUAL DE LA FLOTA PESQUERA DE ESPAÑA PARA EL PERÍODO DE 1993 A 1996

I. CUADROS DE OBJETIVOS

(Figuran al final del Anexo)

II. DISPOSICIONES ADICIONALES

1. Segmentación

La segmentación de la flota se efectuará en función de los diferentes tipos de recursos pescados, de las zonas de pesca (costeras, comunitarias e internacionales/países terceros, Mediterráneo y aguas de las regiones ultraperiféricas comunitarias), de los grupos de especies a los que se oriente la pesca (demersales, bentónicas o pelágicas) y de los artes utilizados.

Los segmentos que se establezcan con arreglo a estos criterios serán homogéneos e impermeables, lo que supone que los objetivos fijados para uno de ellos, habrán de ser alcanzados al final del programa.

[1]→ Identificación de los segmentos:

Antes del 31 de diciembre de 1994, el Estado miembro deberá remitir a la Comisión, en relación con cada uno de los segmentos de la flota, la lista correspondiente de buques y de sus características, de conformidad con los procedimientos establecidos en el Reglamento (CE) n° 109/94 de la Comisión, de 19 de enero de 1994, relativo al registro comunitario de buques pesqueros, y, en particular, con arreglo a su Anexo I y a las categorías de programas que en él se definen.

Agrupación de segmentos

El Estado miembro, con el acuerdo de la Comisión, podrá agrupar varios segmentos de su flota. En ese caso, al nuevo segmento formado se aplicará el porcentaje de reducción correspondiente a la población más sensible que capture dicho segmento.

Gestión de los segmentos que contengan buques polivalentes

Con vistas a definir con mayor claridad las pesquerías, el Estado miembro podrá subsegmentar la flota compuesta de buques polivalentes que capturen alternativamente poblaciones demersales, bentónicas o pelágicas. Cada subsegmento se distinguirá por la suma del esfuerzo pesquero que le haya sido asignado y que figure registrado en el cuadro de objetivos contenido en el Anexo de la presente Decisión. La gestión de dicho esfuerzo pesquero deberá efectuarse con arreglo a las disposiciones del artículo 4 del Reglamento (CE) n° 109/94 relativo al registro comunitario de buques pesqueros. "←[1]

2. Objetivos finales de cada segmento

Se expresarán en capacidad **[1]→** " [tonelaje en tonelaje bruto (GT) y potencia en kilovatios (kW)] " ←[1] y se fijarán sobre la base de los objetivos de partida fijados a 31 de diciembre de 1991 en el programa transitorio de 1992.

El cálculo del objetivo de cada segmento, se efectuará mediante la siguiente fórmula:

Dado un segmento (a) del que se conoce la capacidad en TRB y potencia a 1 de enero de 1992 y al que se aplica un coeficiente de reducción (y), tenemos que:

$$\text{Objetivo del segmento (a)} = (1a - y)^{\textcircled{0}} \times \text{situación 1. 1. 1992} \times \frac{\text{objetivo global 31. 12. 1991}}{\text{situación global 1. 1. 1992}}$$

[1]→ La aplicación de la fórmula anterior para determinar los objetivos finales en tonelaje bruto (GT) por segmento tendrá en cuenta, con respecto a cada uno de los segmentos, la valoración del tonelaje bruto a 1 de enero de 1992 de cada uno de esos segmentos sobre la base de las disposiciones de la Decisión 95/84/CE de la Comisión ⁽¹⁾ y, en particular, los datos que los Estados miembros hayan remitido a la Comisión sobre el tonelaje bruto de la flota a 15 de marzo de 1995.

⁽¹⁾ DO n° L 67 de 25. 3. 1995, p. 33.

[⊙] En el resto de versiones se lee: "(1 - y)".

Cuando se utilicen estos datos, desglosados por segmentos, para determinar los tonelajes brutos al inicio del programa, se tendrá en cuenta el historial de los buques recogido en el registro comunitario de buques pesqueros, incluidos los buques retirados o construidos entre el 1 de enero de 1992 y el 15 de diciembre de 1994.

El tonelaje bruto de la flota a 1 de enero de 1992 es igual a la suma de los tonelajes brutos de todos los segmentos.

El valor en tonelaje bruto (GT) de los objetivos globales para el 31 de diciembre de 1991 se determina mediante la aplicación de la fórmula siguiente:

$$\text{Obj. 91 (GT)} = \text{obj. 91 (TRB)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (TRB)}$$

siendo:

obj. 91 (GT) = objetivo para el 31 de diciembre de 1991 en tonelaje bruto
obj. 91 (TRB) = objetivo para el 31 de diciembre de 1991 en tonelaje de registro bruto
sit. 91 (GT) = situación a 1 de enero de 1992 en tonelaje bruto
sit. 91 (TRB) = situación a 1 de enero de 1992 en tonelaje de registro bruto.

El cálculo del tonelaje bruto (GT) que presentaban a 1 de enero de 1992 los buques que desde esa fecha hayan sido retirados definitivamente de los registros nacional y comunitario de buques de pesca y para los que no puedan utilizarse las fórmulas de nueva medición dispuestas por la Decisión 95/84/CE se realizará aplicando la relación GT/TRB establecida para los buques existentes que correspondan a la misma categoría de eslora y al mismo segmento que aquéllos. "←[1]

3. *Cómputo de las reducciones de actividad*

Al final del programa, la actividad, en los Estados miembros que apliquen esta disposición, deberá haberse reducido al nivel determinado previamente y encontrarse, como máximo, dentro de los límites autorizados, de tal forma que la suma de las reducciones de actividad intermedias anuales sea al menos igual a la que resultaría de una reducción lineal de la actividad aplicada año por año.

La reducción del esfuerzo pesquero así obtenida, se contabilizará al final del programa y servirá para proceder a un reajuste de los objetivos, igual en porcentaje a la disminución del esfuerzo global obtenida gracias a la reducción de actividades.

El hecho de no hacer uso de este tipo de medidas, no autorizará a incrementar la actividad.

4. *Objetivos intermedios anuales*

Con objeto de facilitar un seguimiento del programa basado en la realización progresiva de los objetivos, se han fijado unos objetivos intermedios anuales expresados en porcentaje de los objetivos fijados para el 31 de diciembre de 1991 en los programas anteriores.

Además del objetivo único del 2 % fijado en el programa transitorio de 1992, en cada uno de los años del programa, comenzando a partir del 31 de diciembre de 1993, debería de realizarse un 25 % del objetivo global que quede tras retirar el 2 % inicial.

5. *Ejecución y seguimiento*

Antes de comenzar a aplicar las medidas de reducción de la actividad de los buques de determinados segmentos de la flota, es necesario que el Estado miembro dé garantías a la Comisión de que dispone, por cada segmento afectado, de:

- datos sobre el nivel de actividad antes de la entrada en vigor de las medidas (punto de referencia: 1991);
- instrumentos de gestión del tiempo de mar eficaces y aptitud para administrar regímenes de licencias, especialmente en el caso de los buques polivalentes;
- [1]→" datos que permitan controlar las medidas aplicadas con arreglo al presente programa, de conformidad con las disposiciones del Reglamento (CE) n° 109/94 relativo al registro comunitario de buques pesqueros, y, en particular, sus artículos 4 y 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→ 6. "**←[1]** *Revisión del programa*

Por iniciativa de la Comisión podrá llevarse a cabo una revisión del programa que, a la vista de la experiencia práctica y de las disposiciones legales nacionales y comunitarias vigentes, recoja aspectos nuevos que permitan mejorar las condiciones de ejecución del programa y, por ende, faciliten la consecución de los objetivos fijados.

[1]→ — "←[1]

[1]→ Zona	Segmento	Categoría de programa	Situación del registro de la flota pesquera a L. 1. 1992 en el momento de la adopción de la presente Decisión			Objetivo 31. 12. 1991		Reducción por segmento (%)	Objetivo 31. 12. 1996			
			n ①	TRB	kW	TRB	kW		En capacidad		Esfuerzo pesquero (*)	
									TRB	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Costera, aguas comunitarias y mediterráneas	Arrastreros + polivalentes (1) Rastreros	D10 + no clasificadas	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Cerqueros pelágicos, rederos, etc. a Canarias (2)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Subtotal</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Aguas de terceros países e internacionales	Arrastreros y polivalente (1)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Cerqueros pelágicos, rederos, etc.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Flota atunera (4)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Subtotal</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
Total			19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Este concepto se refiere al total de esfuerzo pesquero disponible desde el 1 de enero de 1992 al 31 de diciembre de 1996, calculado como la suma de los objetivos de esfuerzo anual intermedio, en este período. Los objetivos anuales son calculados como el producto de los objetivos anuales intermedios expresados en unidades de capacidad y la línea de base del número de días de mar como se define en el punto 2 del Anexo. En segmentos para los cuales los objetivos se realizarán permanentemente por reducción de capacidad, estas columnas son dejadas en blanco, dado que la actividad de los navios comprendidos en este segmento queda cubierta por las disposiciones contenidas en el artículo 5 del Reglamento (CE) n° 109/94.

Los servicios de la Comisión adaptarán los objetivos de los programas en GT, a medida que los Estados miembros hayan cumplido las obligaciones relativas a la remediación de su flota, en conformidad con las disposiciones de la Decisión 95/84/CE.

(1) El porcentaje de reducción no se aplica a las capacidades de los buques contemplados en el artículo 158 del Acta de adhesión. La integración completa de estos buques en el programa tendrá lugar el 1 de enero de 1996.

(2) Incluidos los buques contemplados en el artículo 160 del Acta de adhesión, cuyo esfuerzo pesquero se ve limitado por otras normas hasta el 31 de diciembre de 1995.

(3) Incluye 30 252 TRB y 78 930 kW de los pesqueros que operan en la zona NAFO, a los cuales debe ser aplicada la tasa máxima de reducción, fijada en este programa.

(4) Estabilización de la flota atunera en los objetivos especificados en el programa transitorio de 1992.

Las cifras de este cuadro son provisionales y se revisarán antes del 30 de junio de 1995. "←[1]"

① n = número de barcos.

KOMMISSIONENS BESLUTNING
af 21. december 1992
om et flerårigt udviklingsprogram for Spaniens fiskerflåde (1993-1996) i medfør af Rådets forordning
(EØF) nr. 4028/86[Ⓞ]

(Kun den spanske udgave er autentisk)

(92/597/EØF)

(EFT nr. L 401 af 31. 12. 1992, s. 57)

Ændret ved:

	nr.	EF-Tidende side	dato
[1] Kommissionens beslutning 95/247/EF af 7. juni 1995	L 166	37	15. 7. 1995

[Ⓞ] EFT nr. L 376 af 31. 12. 1986, s. 7. Forordningen er ophævet ved artikel 9 i forordning (EF) nr. 2080/93 (EFT nr. L 193 af 31. 7. 1993, s. 1).

Artikel 1

Det flerårige udviklingsprogram for fiskerflåden for perioden 1992 til 1996, som Spaniens regering fremsendte den 30. april 1991 og som den senere supplerede, godkendes inden for de grænser og på de betingelser, der er fastsat i denne beslutning, og med forbehold af, at de overholdes.

Artikel 2

For at sikre en varig balance mellem fiskeressourcerne og EF-fiskerflådens fiskeriindsats har Spanien opstillet en opdeling af sin fiskerflåde, jf. bilaget. De forskellige kategoriers **[1]**→"indsats"←**[1]** omfattes af følgende reduktionssatser:

- 20 % for kategorier, der udøver fiskeri med parbundtrawl eller skovbundtrawl efter demersale bestande
- 15 % for fartøjer, der udøver fiskeri med skrabere eller bomtrawl efter benthiske (fladfisk) bestande
- 0 % (ingen forøgelse) for andre kategorier.

Disse reduktioner anvendes for de mål, der blev fastsat pr. 31. december 1991 som grundlag for Spaniens midlertidige program for 1992, og på baggrund af fiskerflådens situation pr. 1. januar 1992, således som det fremgår af medlemsstatens oplysninger.

Artikel 3

1. Reduktionerne af fiskeriindsatsen kan opnås ved at kombinere reduktioner af kapaciteten og reduktioner af aktiviteten.

2. Ved gennemførelsen af programmets overordnede målsætning, der består af de samlede delmål for hver kategori, skal mindst 55 % sikres ved reduktioner af kapaciteten.

3. Resten kan opnås ved foranstaltninger til reduktion af aktiviteten, f. eks. begrænsninger i havdage, på betingelse af at Kommissionen har godkendt de vedvarende juridiske og administrative forholdsregler samt metoder, som foranstaltningerne er truffet på grundlag af.

4. De indikative årlige delmål og slutmålene for hver kategori fastsættes i overensstemmelse med punkt 2 og 4 i bilagets supplerende bestemmelser.

Artikel 4

[1]→" Senest den 31. marts hvert år giver Spanien Kommissionen oplysninger om det foregående år, som afsluttes den 31. december "←**[1]**"^①, for hver fartøjskategori, som er fastsat i bilaget, om tilgang og afgang med hensyn til antallet af fartøjer, tonnage og maskineffekt samt eventuelt antallet af havdage, hvis programmet indeholder særlige bestemmelser herom, og de halvårslige udsving.

Oplysningerne skal være i overensstemmelse med Kommissionens forordning (EØF) nr. 163/89⁽¹⁾ om Fællesskabets fortegnelse over fiskerfartøjer.

Artikel 5

Denne beslutning er rettet til Kongeriget Spanien.

(1) EFT nr. L 20 af 25. 1. 1989, s. 5.

① Denne ændring er tilpasset teksten.

② Forordningen er ophævet ved artikel 10 i forordning (EF) nr. 109/94 (EFT nr. L 19 af 22. 1. 1994, s. 5).

BILAG

Flerårigt udviklingsprogram for Spaniens fiskerflåde i perioden 1993 til 1996

I. MÅLSÆTNINGER

(Findes i slutningen af bilaget)

II. SUPPLERENDE BESTEMMELSER

1. *Klassifikation*

Fiskerflåden opdeles under hensyntagen til de forskellige fiskeressourcer og fiskerizoner (kystfarvande, EF-farvande, internationale farvande/tredjelandfarvande, Middelhavet og fjerntliggende EF-regioners farvande) samt grupper af målarter (demersale, benthiske og pelagiske) og redskaber.

De således fastsatte kategorier skal være ensartede og indbyrdes uudskeftelige, dvs. at målene for hver kategori skal være nået ved programmets afslutning.

[1]→" Identifikation af kategorier

For hver flådekategori tilsender medlemsstaten Kommissionen en liste over fartøjer og deres karakteristika inden den 31. december 1994 i overensstemmelse med de procedurer, der er beskrevet i Kommissionens forordning (EF) nr. 109/94 af 19. januar 1994 om Fællesskabets fortegnelse over fiskerfartøjer, særlig i bilag I og de deri fastlagte programkategorier.

Gruppering af kategorier

Med Kommissionens indforståelse kan medlemsstaten samle flere flådekategorier i grupper. I så fald er den anvendte reduktionssats lig med den, der gælder for den mest følsomme af gruppens målbestande.

Forvaltning af kategorier med polyvalente fartøjer

For klart afgrænsede fiskerier kan medlemsstaten underindele flåden i kategorier bestående af polyvalente fartøjer, der alternativt har demersale, benthiske og pelagiske arter som målbestande. Hver delkategori karakteriseres ved summen af dens fiskeriindsats og registreres som sådan i målsætningerne i bilaget til nærværende beslutning. Forvaltningen af fiskeriindsatsen skal være i overensstemmelse med procedurerne i artikel 4 i forordning (EF) nr. 109/94. "←[1]

2. *Slutmål for hver kategori*

Slutmålene opgøres i kapacitet [1]→" (tonnage i bruttotonnage (GT) og maskineffekt i kilowatt (kW)) "←[1] med udgangspunkt i målet pr. 31. december 1991, som er fastsat i det midlertidige program for 1992.

Målet for den enkelte kategori beregnes efter følgende formel:

Reduktionssatsen y anvendes på kategorien a , hvis tonnage og maskineffekt pr. 1. januar 1992 er kendt.

$$\text{mål for kategori } a = (1 - y) \times \text{situation pr. 1. 1. 1992} \times \frac{\text{samlet mål pr. 31. 12. 1991}}{\text{samlet situation pr. 1. 1. 1992}}$$

[1]→" Ved anvendelsen af ovenstående formel til bestemmelse af de endelige mål i GT pr. kategori er der for hver kategori taget hensyn til beregningen af GT pr. 1. januar 1992 for hver af disse kategorier på grundlag af bestemmelserne i Kommissionens beslutning 95/84/EF⁽¹⁾ og især medlemsstaternes indsendelse til Kommissionen af dataene for flådens bruttotonnage pr. 15. marts 1995.

Ved anvendelsen af disse data for hver kategori til beregning af bruttotonnagen ved programmets start tages der hensyn til fartøjernes historie som registreret i Fællesskabets fortegnelse over fiskerfartøjer, herunder de fartøjer, der udgik eller blev bygget i perioden 1. januar 1992 til 15. december 1994.

Flådens GT pr. 1. januar 1992 er summen af de således konstaterede bruttotonnager pr. kategori.

(1) EFT nr. L 67 af 25. 3. 1995, s. 33.

Værdien i GT af enhedsmålene for 31. december 1991 bestemmes ud fra følgende formel:

$$\text{mål 91 (GT)} = \text{mål 91 (BRT)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (BRT)}$$

hvor:

mål 91 (GT) = mål for 31. december 1991 i bruttotonnage
mål 91 (BRT) = mål for 31. december 1991 i bruttoregister tonnage
sit. 91 (GT) = situation pr. 1. januar 1992 i bruttotonnage
sit. 91 (BRT) = situation pr. 1. januar 1992 i bruttoregister tonnage.

Skønnet over GT pr. 1. januar 1992 for fartøjer, der siden denne dato definitivt er fjernet fra medlemsstaternes og Fællesskabets registre over fiskerfartøjer, og for hvilke de ommålingsformler, der er defineret i Kommissionens beslutning 95/84/EF, ikke kan benyttes, sker ved anvendelse af det forhold mellem GT og BRT, der er defineret for eksisterende fartøjer af samme længdeklasse og tilhørende samme kategori. "←[1]

3. Opgørelse af reduktioner af aktiviteten

I de medlemsstater, der anvender bestemmelser herom, skal aktiviteten ved programmets afslutning mindst være nedbragt til det fastsatte niveau, således at summen af de årlige reduktioner mindst svarer til den, der ville være fremkommet ved en konstant årlig reduktion af aktiviteten.

De herved opnåede reduktioner af fiskeriindsatsen medregnes ved programmets afslutning og danner grundlag for en justering af målene med en procentdel, der svarer til den andel, reduktionerne af aktiviteten udgør i forhold til den samlede indsats.

Manglende anvendelse af sådanne foranstaltninger kan i ingen tilfælde give ret til at forøge aktiviteten.

4. Årlige delmål

For at sikre, at programmets mål virkeliggøres gradvis og på en hensigtsmæssig måde, fastsættes der årlige delmål i programmet. De udtrykkes som en procentdel af de mål, der er fastsat pr. 31. december 1991 i de foregående programmer.

Ud over enhedsmålet på 2 %, der er fastsat i det midlertidige program for 1992, skal der hvert år fra den 31. december 1993 gennemføres 25 % af det overordnede mål, fraregnet de 2 %.

5. Gennemførelse og tilsyn

For at foranstaltningerne til reduktion af fiskeriaktiviteten for visse kategorier af fiskerflåden kan gennemføres, er det en forudsætning, at medlemsstaten sikrer, at Kommissionen råder over følgende oplysninger for hver kategori:

- oplysninger om aktivitetsniveauet, før foranstaltningerne trådte i kraft (1991 er referencegrundlag)
- garanti for, at antallet af havdage kan styres effektivt, og at licensordningerne, særlig med hensyn til kombinationsfartøjer, kan forvaltes
- [1]→" oplysninger, som gør det muligt at føre tilsyn med de foranstaltninger, der gennemføres i denne forbindelse i overensstemmelse med forordning (EF) nr. 109/94 om Fællesskabets fortegnelse over fiskerfartøjer, særlig artikel 4 og 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→" 6. "←[1] Revision af programmet

Hvis de indhøstede erfaringer og de gældende nationale bestemmelser og EF-bestemmelser tilsiger det, kan der på Kommissionens initiativ foretages en revision af programmet for at tage højde for nye elementer, der kan forbedre vilkårene for programmets gennemførelse og sikre, at målene i programmet bedre kan nås.

[1]→" — "←[1]

[1]→" Zone	Segment	Program-kategori	Situationen for fartøjsfortegnelsen den 1. 1. 1992 på tidspunktet for vedtagelsen af nærværende beslutning			Målsætning 31. 12. 1991		Reduktion for segment (%)	Målsætning 31. 12. 1996			
			Antal fartøjer	BRT	kW	BRT	kW		I kapacitet		I fiskeriindsats (*)	
									BRT	kW	Σ(GT × t)	Σ(kW × t)
Fællesskabs- og Middelhavsfarvande	Trawlere og polyvalente fartøjer ⁽¹⁾ skrabere	D10+ uklassificeret	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Pelagiske not- og garnfartøjer m.v. ⁽²⁾ og Kanariske Øer	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Subtotal</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Tredjelands- og internationale farvande	Trawlere og polyvalente fartøjer ⁽³⁾	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Pelagiske not- og garnfartøjer m.v.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Tunfiskerflåde ⁽⁴⁾	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Subtotal</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
Total			19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Dette vedrører den totalt tilladte fiskeriindsats fra 1. januar 1992 til 31. december 1996, beregnet som summen af de årlige delmål for indsatsen i denne periode. De årlige mål beregnes som produktet af de årlige delmål udtrykt i kapacitetsenheder og basisreferencen for antal havdage som defineret i bilag II. For segmenter, for hvilke målene udelukkende skal nås ved kapacitetsreduktion, udfyldes disse kolonner ikke, idet aktiviteten for fartøjerne i disse segmenter er omfattet af bestemmelserne i artikel 5 i forordning (EF) nr. 109/94.
 Kommissionens tjenestegrene vil udtrykke programmernes målsætninger i GT, når medlemsstaterne har opfyldt forpligtelsen til at genopmåle deres flåder som beskrevet i beslutning 95/84/EF.
⁽¹⁾ Reduktionssatsen gælder ikke for kapaciteten for fartøjer omhandlet i artikel 158 i tiltrædelsesakten. Disse fartøjer vil indgå fuldt ud i programmet pr. 1. januar 1996.
⁽²⁾ Inklusive fartøjer omhandlet i artikel 160 i tiltrædelsesakten, for hvilke begrænsningen af fiskeriindsatsen er omfattet af andre bestemmelser indtil 31. december 1995.
⁽³⁾ Inklusive 30 252 BRT og 78 930 KW for fartøjer, som fisker i NAFO-området, for hvilke den maksimale reduktionssats skal anvendes.
⁽⁴⁾ Stabilisering af tunfiskerflåden i forhold til målsætningerne i det midlertidige program for 1992.
 Tallene i dette skema er foreløbige og vil blive revideret inden 30. juni 1995." ←[1]

ENTSCHEIDUNG DER KOMMISSION
vom 21. Dezember 1992
über das gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 4028/86[Ⓞ] des Rates von Spanien für den Zeitraum 1993—1996
vorgelegte mehrjährige Ausrichtungsprogramm für die Fischereiflotte

(Nur der spanische Text ist verbindlich.)

(92/597/EWG)

(ABl. Nr. L 401 vom 31. 12. 1992, S. 57)

Geändert durch:

	Nr.	Amtsblatt Seite	Datum
[1] Entscheidung 95/247/EG der Kommission vom 7. Juni 1995	L 166	37	15. 7. 1995

[Ⓞ] ABl. Nr. L 376 vom 31. 12. 1986, S. 7. Diese Verordnung wurde durch Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 2080/93 (ABl. Nr. L 193 vom 31. 7. 1993, S. 1) aufgehoben.

Artikel 1

Das von der spanischen Regierung am 30. April 1991 vorgelegte und später vervollständigte mehrjährige Ausrichtungsprogramm für die Fischereiflotte für den Zeitraum 1992—1996 wird unter den Bedingungen und Einschränkungen dieser Entscheidung und vorbehaltlich ihrer Einhaltung genehmigt.

Artikel 2

Zur Sicherung eines anhaltenden Gleichgewichts zwischen den Fischereiresourcen und dem Fischereiaufwand der Gemeinschaftsflotte hat Spanien seine Fischereiflotte wie im Anhang wiedergegeben untergliedert. Für den Abbau der **[1]**→" Fischereiaufwände[Ⓞ]" **←[1]** der einzelnen Flottenzweige gelten folgende Sätze:

- 20 % für die Flottenzweige, die mit Zweischiffschleppnetzen oder Scherbrettnetzen Grundsleppnetzfisherei auf Grundarten betreiben,
- 15 % für Flottenzweige, die mit Dredschen und Baumkurren Plattfischfang betreiben,
- 0 % bzw. kein weiterer Ausbau der übrigen Flottenzweige.

Diese Sätze finden auf die Ziele Anwendung, die als Ausgangspunkt für das für Spanien genehmigte befristete Programm 1992 zum 31. Dezember 1991 festgesetzt worden sind, und gelten auf der Grundlage des von diesem Mitgliedstaat übermittelten Stands der Fischereiflotte am 1. Januar 1992.

Artikel 3

(1) Die Reduzierung des Fischereiaufwands kann durch Maßnahmen zum Abbau der Kapazitäten und durch Maßnahmen zur Einschränkung der Fangtätigkeit erreicht werden.

(2) Die Verwirklichung des Gesamtziels des Programms als Summe der Teilziele für die einzelnen Flottenzweige muß zu mindestens 55 % über einen Abbau der Kapazitäten erfolgen.

(3) Die restliche Reduzierung kann durch Maßnahmen zur Einschränkung der Tätigkeit erreicht worden sein, etwa durch Maßnahmen zur Begrenzung der Seetage, sofern diesen auf Dauer erlassene und von der Kommission gebilligte Rechts- und Verwaltungsvorschriften zugrunde liegen und die entsprechenden Techniken von der Kommission genehmigt worden sind.

(4) Die endgültigen Ziele für die einzelnen Flottenzweige und die jährlichen indikativen Zwischenziele werden entsprechend den Punkten 2 und 4 der ergänzenden Bestimmungen im Anhang festgelegt.

Artikel 4

[1]→" Spätestens zum 31. März eines jeden Jahres für das vergangene am 31. Dezember endende Jahr" **←[1]** übermittelt Spanien der Kommission für jeden im Anhang definierten Flottenzweig Angaben über Anzahl, Tonnage und Maschinenleistung der in und außer Dienst gestellten registrierten Schiffe sowie gegebenenfalls auf der Grundlage entsprechender Bestimmungen des Programms die Seetage für homogene Gruppen von Fischereifahrzeugen und deren halbjährliche Veränderungen.

Diese Angaben decken sich mit den Angaben, die im Rahmen der Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 163/89 der Kommission⁽¹⁾Ⓞ über die Kartei für Fischereifahrzeuge der Gemeinschaft übermittelt worden sind.

Artikel 5

Diese Entscheidung ist an das Königreich Spanien gerichtet.

[Ⓞ] Diese Änderung wurde am Text angepaßt.

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 20 vom 25. 1. 1989, S. 5.
[Ⓞ] Diese Verordnung wurde durch Artikel 10 der Verordnung (EG) Nr. 109/94 (ABl. Nr. L 19 vom 22. 1. 1994, S. 5) aufgehoben.

ANHANG

MEHRJÄHRIGES AUSRICHTUNGSPROGRAMM FÜR DIE SPANISCHE FISCHEREIFLOTTE (1993—1996)

I. ZIELE

(Befindet sich am Ende der Anlage)

II. ERGÄNZENDE BESTIMMUNGEN

1. Untergliederung

Bei der Untergliederung der Flotte sind die verschiedenen befischten Bestände und Fangzonen (Küstengewässer, Gemeinschaftsgewässer, internationale/Drittlandsgewässer, Mittelmeer und Gewässer in den äußersten Randregionen der Gemeinschaft) sowie die Zielartengruppen (Grundarten, Plattfische und pelagische Arten) und die verwendeten Fanggeräte zu berücksichtigen.

Die auf diese Weise festgestellten Flottenzweige sind homogen und in sich abgeschlossen, d. h., die für jeden Zweig festgesetzten Ziele müssen zum Programmende getrennt verwirklicht worden sein.

[1]→" Identifizierung der Flottenzweige

Für jeden Flottenzweig übermittelt der Mitgliedstaat der Kommission vor dem 31. Dezember 1994 eine Liste der Schiffe und ihrer Merkmale in Übereinstimmung mit den Verfahren der Verordnung (EG) Nr. 109/94 der Kommission vom 19. Januar 1994 über die Kartei für Fischereifahrzeuge der Gemeinschaft, insbesondere Anhang I dieser Verordnung und den darin definierten Programmkategorien.

Gruppen von Flottenzweigen

Mit Zustimmung der Kommission kann der Mitgliedstaat mehrere Flottenzweige in einer Gruppe zusammenfassen. In diesem Fall richtet sich die vorgeschriebene Reduzierung des Fischereiaufwands nach dem am stärksten bedrohten Bestand, der von dieser Gruppe befischt wird, und findet auf das gesamte so erhaltene neue Segment Anwendung.

Verwaltung der Flottenzweige mit Mehrzweckschiffen

Bei klar abgegrenzten Fischereien kann der Mitgliedstaat die aus Mehrzweckschiffen bestehende Fangflotte, die alternativ pelagische, demersale und Grundfischarten befischt, weiter unterteilen. Für jeden dieser Unterzweige ist der Gesamtfischereiaufwand in der dieser Entscheidung beiliegenden Tabelle getrennt aufgeführt. Die Steuerung des jeweiligen Fischereiaufwands erfolgt unter Einhaltung der Verfahren gemäß Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 109/94. "←[1]

2. Endgültige Ziele für die einzelnen Flottenzweige

Sie werden in Kapazitätsangaben festgesetzt [1]→" (Bruttoraumzahl (BRZ oder GT) und Maschinenleistung (kW)) "←[1], ausgehend von den im befristeten Programm 1992 zum 31. Dezember 1991 vorgegebenen Zielen.

Das Ziel für jeden Flottenzweig ergibt sich aus der Anwendung der nachstehenden Formel:

(Auf den Flottenzweig (a), dessen Kapazitäten in Tonnage und Maschinenleistung am 1. Januar 1992 bekannt sind, wird ein Verringerungssatz (y) angewandt.)

$$\text{Ziel Flottenzweig (a)} = (1 - y) \times \text{Stand am 1. 1. 1992} \times \frac{\text{Ziel zum 31. 12. 1991}}{\text{Stand am 1. 1. 1992}}$$

[1]→" Bei der Anwendung der vorstehenden Formel zur Berechnung der in GT ausgedrückten Ziele für die einzelnen Flottenzweige werden die geschätzten GT für jeden dieser Flottenzweige mit Stand vom 1. Januar 1992 gemäß der Entscheidung 95/84/EG der Kommission⁽¹⁾ sowie die der Kommission von den Mitgliedstaaten übermittelten Angaben über die Bruttoraumzahl der Fangflotte zum 15. März 1995 berücksichtigt.

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 67 vom 25. 3. 1995, S. 33.

Die Schätzung der Bruttoreumzahlen der einzelnen Flottenzweige erfolgt zu Beginn des Programms anhand der genannten Angaben, unter Berücksichtigung der im Laufe der Zeit eingetretenen Änderungen einschließlich der Abgänge oder Zugänge[Ⓞ] zwischen dem 1. Januar 1992 und dem 15. Dezember 1994.

Die GT der Fischereiflotte am 1. Januar 1992 ist die Summe der auf diese Weise für die einzelnen Flottenzweige berechneten GT.

Die den Zielsetzungen zum 31. Dezember 1991 entsprechende GT ergibt sich aus der Anwendung der nachstehenden Formel:

$$Z. 91 (GT) = Z. 91 (BRT) \times St. 91 (GT) / St. 91 (BRT)$$

Erläuterung:

Z. 91 (GT) = Ziel zum 31. Dezember 1991, angegeben als Bruttoreumzahl
Z. 91 (BRT) = Ziel zum 31. Dezember 1991, ausgedrückt in Bruttoregistertonnen
St. 91 (GT) = Stand am 1. Januar 1992, angegeben als Bruttoreumzahl
St. 91 (BRT) = Stand am 1. Januar 1992, ausgedrückt in Bruttoregistertonnen

Die Schätzung der GT mit Stand vom 1. Januar 1992 für Schiffe, die seit diesem Zeitpunkt endgültig aus den einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Fischereifahrzeugkarteien gestrichen wurden und auf die die Formeln zur Neuvermessung nach der Entscheidung 95/84/EG nicht angewandt werden können, erfolgt anhand des Koeffizienten GT/BRT, der für die vorhandenen Schiffe der gleichen Längenkategorie und des gleichen Flottenzweiges festgestellt wurde. "←[1]

3. Einschränkung der Fangtätigkeit

Für Mitgliedstaaten, die diese Bestimmung anwenden, gilt folgendes: Bis zum Programmende muß die Tätigkeit auf den vorher festgelegten Umfang und innerhalb der zulässigen Grenzen maximal so reduziert werden, daß die Summe aller jährlichen Teileinschränkungen mindestens dem Ergebnis einer Jahr für Jahr linear durchgeführten Reduzierung der Tätigkeit entspricht.

Die so erreichte Einschränkung des Fischereiaufwands wird am Ende des Programms rechnerisch erfaßt und gestattet eine Berichtigung der Ziele um den Prozentsatz, um den der gesamte Fischereiaufwand durch die Einschränkung der Fangtätigkeit reduziert worden ist.

Die Nichtanwendung dieser Maßnahmen berechtigt nicht zu einer Verstärkung der Fangtätigkeit.

4. Jährliche Zwischenziele

Um eine sachgerechte Durchführung mit schrittweiser Verwirklichung der Programmziele sicherzustellen, werden für das Programm jährliche Zwischenziele festgesetzt. Sie werden als Prozentsatz der in den vorausgegangenen Programmen zum 31. Dezember 1991 festgesetzten Ziele ausgedrückt.

Neben dem in dem befristeten Programm 1992 geforderten einheitlichen Abbau um 2 % sollten die Kapazitäten in jedem Programmjahr, beginnend mit dem am 31. Dezember 1993 abgelaufenen Jahr, um 25 % des um 2 % verringerten Endziels abgebaut werden.

5. Durchführung, Überwachung

Die Durchführung der Maßnahmen zur Einschränkung der Tätigkeit der Fischereifahrzeuge bestimmter Flottenzweige erfordert eine Erklärung des Mitgliedstaats gegenüber der Kommission, daß dieser für den/die betreffenden Flottenzweig(e) über die nachstehenden Grundlagen verfügt:

- Angaben über den Umfang der Tätigkeit vor Inkrafttreten der Maßnahmen (Referenzzeitraum 1991);
- Garantien, daß es wirksame Instrumente zur Regelung der Seetage gibt, und Eignung, Lizenzsysteme zu verwalten, insbesondere für Mehrzweckschiffe;
- [1]→" Angaben, die es gestatten, die Wirkung der im Rahmen dieses Programms durchgeführten Maßnahmen entsprechend den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 109/94 über die Kartei der Fischereifahrzeuge der Gemeinschaft, insbesondere der Artikel 4 und 5, zu überwachen. "←[1]

[Ⓞ] In allen anderen Fassungen liest man hier: "gemäß der Registrierung in der Kartei für Fischereifahrzeuge der Gemeinschaft".

[1]→" — "←[1]

[1]→" 6. "←[1] *Überprüfung des Programms*

Das Programm kann auf Initiative der Kommission einer Überprüfung unterzogen werden, um im Rahmen der gewonnenen Erfahrungen und der geltenden einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Rechtsvorschriften neue Aspekte zu berücksichtigen, die die Durchführung des Programms erleichtern und dadurch besser gewährleisten können, daß die vorgegebenen Programmziele eingehalten werden.

[1]→" — "←[1]

Die nachstehende konsolidierte Fassung wird von der Kommission zur Information aufgewiesen. Hierdurch werden keine anderen Rechte oder Pflichten begründet als jene, die aus der rechtmäßig erlassenen und veröffentlichten Rechtsakten folgen. Nur letztere sind gültig.

[1] → " Zone	Segment	Programmkategorie	Situation der Fischereifahrzeugkartei am 1. 1. 1992 (Tag der Annahme der vorliegenden Entscheidung)			Zielsetzung 31. 12. 1991		Abbau je Segment (%)	Zielsetzung 31. 12. 1996			
			Anzahl der Schiffe	BRT	kW	BRT	kW		Kapazität		Fischereiaufwand (*)	
									BRT	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Küsten-, Gemeinschaftsgewässer und Mittelmeer	Trawler und Mehrzweckfahrzeuge (1) Schleppnetzränger	D10+unbekannt	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Ringwaden (pelagisch), Stellnetze usw. und Kanarische Inseln (2)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Insgesamt</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Drittland- und internationale Gewässer	Trawler und Mehrzweckfahrzeuge (1)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Ringwaden (pelagisch), Stellnetze usw.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Thunfischflotte (4)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Insgesamt</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
<i>Insgesamt</i>		19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927			

(*) Dieser bezieht sich auf den gesamten Fischereiaufwand zwischen dem 1. Januar 1992 und dem 31. Dezember 1996, berechnet als Summe der jährlichen Zwischenziele des Fischereiaufwands in diesem Zeitraum. Die jährlichen Zielsetzungen werden berechnet als das Produkt der Zwischenziele ausgedrückt in Kapazitätseinheiten mit dem Referenzwert der Seetage, wie in Punkt 2 des Anhangs festgelegt. Die Kolonnen der Segmente, deren Zielsetzungen allein durch Kapazitätsreduzierungen zu erreichen sind, sind freizulassen, die Aktivität der Schiffe dieser Segmente unterliegt den Bestimmungen des Artikels 5 der Verordnung (EG) Nr. 109/94. Die Dienststellen der Kommission werden die Zielsetzungen der Programme in GT ausdrücken, sobald die Mitgliedstaaten ihre Verpflichtungen erfüllen, ihre Flotten wie in der Entscheidung 95/84/EG beschrieben neu zu vermessen.

(1) Die Abbaurate gilt nicht für die Kapazität von Schiffen unter Artikel 158 der Beitrittsakte. Diese Schiffe werden am 1. Januar 1996 vollständig in das Programm integriert.

(2) Einschließlich Schiffe unter Artikel 160 der Beitrittsakte, für welche die Begrenzung des Fischereiaufwands durch andere Regelungen bis zum 31. Dezember 1995 bestimmt wird.

(3) Einschließlich 30 252 BRT und 78 930 kW für Schiffe, die im NAFO-Gebiet operieren, für die die maximale Verringerungsrate, wie im Programm angegeben, anzuwenden ist.

(4) Beibehaltung der Thunfischflotte auf dem Niveau der Zielsetzungen, wie im Übergangsprogramm für 1992 aufgeführt.

Die Zahlen in dieser Tabelle sind vorläufig und werden vor dem 30. Juni 1995 geändert. " ← [1]

**ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ
της 21ης Δεκεμβρίου 1992**

**για πολυετές πρόγραμμα προσανατολισμού του αλιευτικού στόλου της Ισπανίας για την περίοδο 1993—1996
σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 4028/86^① του Συμβουλίου**

(Το κείμενο στη ισπανική γλώσσα είναι το μόνο αυθεντικό)

(92/597/ΕΟΚ)

(ΕΕ αριθ. L 401 της 31. 12. 1992, σ. 57)

Τροποποιείται από:

[1] Απόφαση της Επιτροπής 95/247/ΕΚ της 7ης Ιουνίου 1995

Επίσημη Εφημερίδα		
αριθ.	σ.	ημερομηνία
L 166	37	15. 7. 1995

^① ΕΕ αριθ. L 376 της 31. 12. 1986, σ. 7. Ο κανονισμός αυτός εξαιρείται με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2080/93, άρθρο 9, ΕΕ αριθ. L 193 της 31. 7. 1993, σ. 1.

Άρθρο 1

Το πολυετές πρόγραμμα προσανατολισμού του αλιευτικού στόλου για την περίοδο 1992—1996, που διαβιβάστηκε από την ισπανική κυβέρνηση στις 30 Απριλίου 1991 και συμπληρώθηκε από αυτή σε μεταγενέστερο στάδιο, εγκρίνεται εντός των ορίων και με τους όρους που προβλέπονται στην παρούσα απόφαση και με την επιφύλαξη της τήρησής τους.

Άρθρο 2

Για να εξασφαλιστεί η διαρκής ισορροπία μεταξύ των αλιευτικών πόρων και της αλιευτικής προσπάθειας του κοινοτικού στόλου, η Ισπανία προέβη στην κατάτμηση του αλιευτικού της στόλου όπως αναφέρεται στο παράρτημα. Έτσι τα ποσοστά της αλιευτικής [1]→" προσπάθειας "←[1] για τις διάφορες κατηγορίες έχουν ως εξής:

- 20 % για τις κατηγορίες που αλιεύουν με τράτα βυθού με ζευγαρωτά σκάφη ή τράτες με πόρτες, σε αποθέματα βενθοπελαγικών ειδών,
- 15 % για τις δράγες και δοκότρατες στα αποθέματα βενθικών ειδών,
- 0 %, δηλαδή μη αύξηση, των άλλων κατηγοριών.

Οι μειώσεις αυτές εφαρμόζονται στους στόχους που καθορίστηκαν στις 31 Δεκεμβρίου 1991 ως σημείο εκκίνησης του μεταβατικού προγράμματος 1992, και οι οποίοι θεσπίστηκαν για την Ισπανία βάσει της κατάστασης του αλιευτικού στόλου την 1η Ιανουαρίου 1992, την οποία παρουσίασε το εν λόγω κράτος μέλος.

Άρθρο 3

1. Οι μειώσεις της αλιευτικής προσπάθειας μπορούν να προκύψουν από το συνδυασμό της μείωσης της χωρητικότητας ενός στόλου και της μείωσης της δραστηριότητάς του.

2. Η υλοποίηση του συνολικού στόχου του προγράμματος που ορίζεται ως το σύνολο του επιμέρους στόχου για κάθε κατηγορία, πρέπει να εξασφαλίζεται για 55 % τουλάχιστον, με μειώσεις της χωρητικότητας.

3. Το υπόλοιπο μπορεί να προκύψει από μέτρα μείωσης της δραστηριότητας, για παράδειγμα, μέτρα περιορισμού του χρόνου στη θάλασσα, εφόσον βασίζονται στις μόνιμες ισχύος νομοθετικές και διοικητικές διατάξεις, που γίνονται αποδεκτές από την Επιτροπή, καθώς και τις τεχνικές που εγκρίνονται από την ίδια.

4. Οι τελικοί στόχοι για κάθε κατηγορία και οι ενδιάμεσοι και ενδεικτικοί επίσης ετήσιοι στόχοι καθορίζονται σύμφωνα με τα σημεία 2 και 4 των συμπληρωματικών διατάξεων που αναφέρονται στο παράρτημα.

Άρθρο 4

[1]→" Το αργότερο στις 31 Μαρτίου κάθε έτους για το προηγούμενο έτος που λήγει στις 31 Δεκεμβρίου "←[1], η Ισπανία ανακοινώνει στην Επιτροπή τις πληροφορίες που αφορούν, για κάθε κατηγορία του στόλου που ορίζεται στο παράρτημα, τον αριθμό των νηολογημένων σκαφών, τους κύρους ολικής χωρητικότητας και την υποδύναμη, την έναρξη και παύση της λειτουργίας τους, ενδεχομένως και δυνάμει των ειδικών διατάξεων του προγράμματος, το χρόνο στη θάλασσα για κάθε ομοιογενή ομάδα σκαφών, καθώς και τις μεταβολές τους που υφίστανται κάθε εξάμηνο.

Οι πληροφορίες αυτές συμφωνούν με εκείνες που διαβιβάστηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 163/89 της Επιτροπής⁽¹⁾ σχετικά με τον κοινοτικό κατάλογο των αλιευτικών σκαφών.

Άρθρο 5

Η παρούσα απόφαση απευθύνεται στο Βασίλειο της Ισπανίας.

⁽¹⁾ ΕΕ αριθ. L 20 της 25. 1. 1989, σ. 5.

⊙ Ο κανονισμός αυτός εξαιρείται με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 109/94, άρθρο 10, ΕΕ αριθ. L 19 της 22. 1. 1994, σ. 5.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΠΟΛΥΕΤΕΣ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ ΠΡΟΣΑΝΑΤΟΛΙΣΜΟΥ ΤΟΥ ΑΛΙΕΥΤΙΚΟΥ ΣΤΟΛΟΥ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΕΡΙΟΔΟ 1993—1996

I. ΠΙΝΑΚΕΣ ΣΤΟΧΩΝ

(Βλέπε στο τέλος του παραρτήματος)

II. ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Κατάταξη

Η κατάταξη του στόλου σε κατηγορίες λαμβάνει υπόψη της τους διάφορους πόρους αλιείας και τις αλιευτικές ζώνες (παράκτιες, κοινοτικές και διεθνείς/ τρίτων χωρών, Μεσογείου και ύδατα των άκρων περιφερειακών κοινοτικών περιοχών), καθώς και ομάδες ειδών στόχων (βενθοπελαγικά, βενθικά και πελαγικά), καθώς και τα χρησιμοποιούμενα εργαλεία.

Οι κατηγορίες που καθορίζονται μ' αυτό τον τρόπο είναι ομοιογενείς και αδιαχώρητες, δηλαδή οι στόχοι που καθορίζονται για καθεμία από αυτές πρέπει να πραγματοποιούνται στο τέλος του προγράμματος.

[1]→" Προσδιορισμός των κατηγοριών

Για κάθε κατηγορία του στόλου, διαβιβάζεται στην Επιτροπή από το κράτος μέλος ο αντίστοιχος κατάλογος σκαφών και των χαρακτηριστικών τους πριν από τις 31 Δεκεμβρίου 1994, σύμφωνα με τις διαδικασίες που περιγράφονται στο πλαίσιο του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 109/94 της Επιτροπής της 19ης Ιανουαρίου 1994 για τον πίνακα αλιευτικών σκαφών της Κοινότητας, και ιδίως στο παράρτημα I και στις κατηγορίες προγραμμάτων που καθορίζονται σε αυτό.

Συνένωση κατηγοριών σε ομάδες

Τόπο τον όρο να συμφωνεί η Επιτροπή, το κράτος μέλος μπορεί να συνενώνει περισσότερες κατηγορίες του στόλου σε ομάδες. Στην περίπτωση αυτή, ο εφαρμοζόμενος ρυθμός μείωσης είναι αυτός που αντιστοιχεί στο περισσότερο ευαίσθητο από τα αποθέματα που αλιεύει η ομάδα αυτή.

Διαχείριση των κατηγοριών με πολυδύναμα σκάφη

Για σαφώς προσδιορισμένα είδη αλιείας, το κράτος μέλος μπορεί να υποδιαιρεί το στόλο που αποτελείται από πολυδύναμα σκάφη που αλιεύουν εναλλάξ βενθοπελαγικά, βενθικά ή πελαγικά αποθέματα. Κάθε υποδιάρθρωση διακρίνεται από το άθροισμα της αλιευτικής προσπάθειας που της διατίθεται και εγγράφεται χωριστά στον πίνακα των στόχων που εμφανίζεται στο παράρτημα της παρούσας απόφασης. Η διαχείριση της αντίστοιχης αλιευτικής προσπάθειας πρέπει να είναι σύμφωνη με τις διαδικασίες του άρθρου 4 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 109/94. "←[1]

2. Τελικοί στόχοι για κάθε κατηγορία

Οι τελικοί στόχοι καθορίζονται σε όρους ικανότητας [1]→" [χωρητικότητα μετρούμενη ως ολική χωρητικότητα (GT) και ιπποδύναμη σε κιλοβάτ (kW)] "←[1], με βάση τους αρχικούς στόχους που καθορίστηκαν στις 31 Δεκεμβρίου 1991 στο μεταβατικό πρόγραμμα 1992.

Ο καθορισμός του στόχου για κάθε κατηγορία ανταποκρίνεται στον ακόλουθο τύπο:

Έστω μία κατηγορία (α) της οποίας είναι γνωστή η ικανότητα σε χωρητικότητα και ιπποδύναμη την 1η Ιανουαρίου 1992 και στην οποία εφαρμόζεται ποσοστό μείωσης (y).

$$\text{Στόχος κατηγορίας (α)} = (1 - y) \times \text{κατάσταση την 1. 1. 1992} \times \frac{\text{συνολικός στόχος στις 31. 12. 1991}}{\text{συνολική κατάσταση την 1. 1. 1992}}$$

[1]→" Η εφαρμογή του ανωτέρω τύπου για τον καθορισμό των τελικών στόχων σε ολική χωρητικότητα (GT) ανά κατηγορία λαμβάνει υπόψη, για κάθε κατηγορία, την εκτίμηση για ολική χωρητικότητα την 1η Ιανουαρίου 1992, με βάση τις διατάξεις της απόφασης 95/84/ΕΚ της Επιτροπής (1), και ιδίως την υποβολή από τα κράτη μέλη στην Επιτροπή των στοιχείων για την ολική χωρητικότητα του στόλου στις 15 Μαρτίου 1995.

Η χρησιμοποίηση των στοιχείων αυτών, για κάθε κατηγορία, για την εκτίμηση των τιμών της ολικής χωρητικότητας κατά την έναρξη του προγράμματος, λαμβάνει υπόψη το ιστορικό των σκαφών, όπως έχει καταγραφεί στον πίνακα αλιευτικών σκαφών της Κοινότητας συμπεριλαμβανομένων των σκαφών που απολέσθησαν ή/και κατασκευάστηκαν μεταξύ της 1ης Ιανουαρίου 1992 και 15 Δεκεμβρίου 1994.

Η ολική χωρητικότητα (GT) του στόλου την 1η Ιανουαρίου 1992 είναι το άθροισμα των ολικών χωρητικότητων ανά κατηγορία που λαμβάνεται με τον τρόπο αυτό.

(1) ΕΕ αριθ. L 67 της 25. 3. 1995, σ. 33.

Η τιμή σε ολική χωρητικότητα (GT) των συνολικών στόχων για τις 31 Δεκεμβρίου 1991 καθορίζεται με την εφαρμογή του κατωτέρω τύπου:

$$\text{στόχος 91 (GT)} = \text{στόχος 91 (κοχ)} \times \text{κατάσταση 91 (GT)/κατάσταση 91 (κοχ)}$$

όπου:

στόχος 91 (GT) = στόχος για τις 31 Δεκεμβρίου 1991 σε ολική χωρητικότητα
στόχος 91 (κοχ) = στόχος για τις 31 Δεκεμβρίου 1991 σε κόρους ολικής χωρητικότητας
κατάσταση 91 (GT) = κατάσταση την 1η Ιανουαρίου 1992 σε ολική χωρητικότητα
κατάσταση 91 (κοχ) = κατάσταση την 1η Ιανουαρίου 1992 σε κόρους ολικής χωρητικότητας.

Ο υπολογισμός της χωρητικότητας GT την 1η Ιανουαρίου 1992 των σκαφών τα οποία, από την ημερομηνία αυτή απομακρύνθηκαν οριστικά από τα εθνικά και κοινοτικά μητρώα αλιευτικών σκαφών και για τα οποία δεν μπορούν να εφαρμοστούν οι τύποι ανακαταμέτρησης που καθορίστηκαν από την απόφαση 95/84/ΕΚ, θα διενεργηθεί με την εφαρμογή της σχέσεως GT/κοχ που έχει καθορισθεί για τα υπάρχοντα σκάφη της ίδιας κλάσεως μήκους που ανήκουν στην ίδια κατηγορία. "←[1]

3. Μείωση της δραστηριότητας

Στο τέλος του προγράμματος και για τα κράτη μέλη που εφαρμόζουν την εν λόγω διάταξη, η δραστηριότητα πρέπει να μειωθεί και να φτάσει τα προκαθοριζόμενα επίπεδα, και πάντα εντός των επιτρεπόμενων ορίων, κατά τρόπο ώστε το σύνολο των ετήσιων ενδιάμεσων μειώσεων της δραστηριότητας να είναι τουλάχιστον ίσο προς αυτό που θα προκύψει από μια γραμμική μείωση της δραστηριότητας από έτος σε έτος.

Οι μειώσεις της αλιευτικής προσπάθειας που προκύπτουν μ' αυτόν τον τρόπο θα λαμβάνονται υπόψη στο τέλος του προγράμματος και θα επιτρέπουν την επαναπροσαρμογή των στόχων σε ίσο ποσοστό με εκείνο που οφείλεται στο αποτέλεσμα που έχει η μείωση της δραστηριότητας στη συνολική προσπάθεια.

Η μη προσφυγή στα μέτρα αυτά δεν μπορεί να επιτρέψει την αύξηση της δραστηριότητας.

4. Ετήσιοι ενδιάμεσοι στόχοι

Για να εξασφαλιστεί η καλή παρακολούθηση που θα βασίζεται στην προοδευτική υλοποίηση των στόχων που καθορίζονται στο πρόγραμμα, καθορίζονται και οι ενδιάμεσοι ετήσιοι στόχοι για το πρόγραμμα. Εκφράζονται δε σε ποσοστό των στόχων που καθορίστηκαν στις 31 Δεκεμβρίου 1991, στα προηγούμενα προγράμματα.

Εκτός από το μοναδικό στόχο του 2 % που καθορίζεται στο μεταβατικό πρόγραμμα του 1992, κάθε έτος του προγράμματος, αρχής γενομένης στις 31 Δεκεμβρίου 1993, θα έπρεπε να πραγματοποιείται και ένα ποσοστό ίσο προς 25 % του συνολικού, στόχου, μειωμένο κατά 2 %.

5. Εφαρμογή, παρακολούθηση

Για την εφαρμογή των μέτρων μείωσης της δραστηριότητας των σκαφών, όσον αφορά ορισμένα τμήματα του στόλου, πρέπει να δοθούν εγγυήσεις στην Επιτροπή από το κράτος μέλος ότι θα διαθέτει τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε τμήμα:

- τα στοιχεία που αφορούν το επίπεδο δραστηριότητας πριν από την έναρξη ισχύος των μέτρων (βάση αναφοράς 1991),
- τη διαβεβαίωση ότι υπάρχουν εργαλεία αποτελεσματικής διαχείρισης του χρόνου στη θάλασσα και ικανότητα να γίνει διαχείριση των καθεστώτων χορήγησης αδειών, ιδίως για τα σκάφη πολλαπλής χρήσεως,

[1]→" — τα στοιχεία που θα επιτρέψουν την παρακολούθηση των μέτρων που εφαρμόζονται βάσει του παρόντος προγράμματος, σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 109/94 σχετικά με τον κοινοτικό κατάλογο των αλιευτικών σκαφών, και ιδίως τα άρθρα 4 και 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→" 6. "←[1] Αναθεώρηση του προγράμματος

Η αναθεώρηση του προγράμματος μπορεί να πραγματοποιηθεί, με πρωτοβουλία της Επιτροπής, για να ληφθούν υπόψη, με βάση την πείρα που αποκτήθηκε και τις ισχύουσες εθνικές και κοινοτικές κανονιστικές διατάξεις, τα νέα στοιχεία που θα επιτρέψουν τη βελτίωση των όρων εκτέλεσης του προγράμματος και θα εξασφαλίσουν έτσι την καλύτερη τήρηση των στόχων που καθορίστηκαν από το πρόγραμμα.

[1]→" — "←[1]

[1]⇒ Ζώνη	Κατηγορία	Κατηγορία του προγράμματος	Κατάσταση του νηολογίου των αλιευτικών αμαχίων την 1. 1. 1992 κατά την έγκριση της παρούσας απόφασης			Στόχοι στις 31. 12. 1991 (*)		Μείωση ανά κατηγορία (%)	Στόχοι στις 31. 12. 1996			
			Αριθμός αμαχίων	τοζ	kW	τοζ	kW		Αλιευτικής ικανότητας		Αλιευτικής προσπάθειας (**)	
									τοζ	kW	Σ (GT x t)	Σ (kW x t)
Παράκτια και κοινοτικά ύδατα και Μεσόγειος	Τράτες και πολυδύναμα σκάφη (*) Δράγες	D10+μη-ταξινόμη-θύντα	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Πελαγικοί γρίποι, στάσιμα δίχτυα κ.λπ. και κανάρια (**)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Υποσύνολο</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Τρίτες χώρες διεθνή ύδατα	Τράτες και πολυδύναμα σκάφη (*)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Πελαγικοί γρίποι, στάσιμα δίχτυα, κ.λπ.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Σκάφη αλιείας τόνου (**)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Υποσύνολο</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
Σύνολο			19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Αυτό αφορά το σύνολο της επιτρεπόμενης αλιευτικής προσπάθειας, από την 1η Ιανουαρίου 1992 έως τις 31 Δεκεμβρίου 1996, υπολογιζόμενο ως το σύνολο των ετήσιων ενδιάμεσων στόχων αλιευτικής προσπάθειας για την εν λόγω περίοδο. Οι ετήσιοι στόχοι υπολογίζονται ως το προϊόν των ετήσιων ενδιάμεσων στόχων ετησίως μετρούμενων σε μονάδες αλιευτικής ικανότητας και το βασικό αριθμό των ημερών στη θάλασσα, όπως ορίζεται στο σημείο II του παραρτήματος. Για τις κατηγορίες για τις οποίες οι στόχοι δίνονται να επιτευχθούν μέσω μείωσης της αλιευτικής ικανότητας, οι αντίστοιχες στήλες δεν συμπληρώνονται, εφόσον η δραστηριότητα των αμαχίων στις κατηγορίες αυτές υπόκειται στις διατάξεις του άρθρου 5 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 1099/94.

Οι υπηκοότητες της Επιτροπής θα προσαριθμούν τους στόχους των προγραμμάτων που εφαρμόζονται σε GT, στο βαθμό που τα κράτη μέλη θα εφαρμόσουν τις υποχρεώσεις σχετικά με το ξανάμνημα του στόλου τους, όπως αυτές περιγράφονται στην απόφαση 95/84/ΕΚ.

(†) Η μείωση δεν εφαρμόζεται στην αλιευτική ικανότητα των αμαχίων που αναφέρονται στο άρθρο 158 πρώτης προαφώθησης. Η πλήρης ενσωμάτωση των αμαχίων αυτών στο πρόγραμμα θα πραγματοποιηθεί την 1η Ιανουαρίου 1996.

(*) Συμπληρωματικών των αμαχίων που αναφέρονται στο άρθρο 160 της πρώτης προαφώθησης, για το οποίο ο περιορισμός της αλιευτικής προσπάθειας δίδεται από άλλες διατάξεις μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1995.

(†) Συμπληρωματικών των 30 252 τοζ και 78 930 kW για σκάφη που αλιεύουν στη ζώνη ΝΑΦΟ, για τα οποία θα πρέπει να εφαρμοστεί ο μέγιστος συντελεστής μείωσης που προβλέπεται από το πρόγραμμα.

(*) Σταθεροποίηση του στόλου αλιείας τόνου στους στόχους που καθορίστηκαν στο μεταβατικό πρόγραμμα 1992. Οι αριθμοί του εν λόγω πίνακα είναι προσωρινοί και θα αναθεωρηθούν πριν από τις 30 Ιουνίου. ←[1]

COMMISSION DECISION
of 21 December 1992
on a multiannual guidance programme for the fishing fleet of Spain for the period 1993 to 1996 pursuant
to Council Regulation (EEC) No 4028/86^①

(Only the Spanish text is authentic)

(92/597/EEC)

(OJ No L 401, 31. 12. 1992, p. 57)

Amended by:

	Official Journal		
	No	page	date
[1] Commission Decision 95/247/EC of 7 June 1995	L 166	37	15. 7. 1995

^① OJ No L 376, 31. 12. 1986, p. 7. This Regulation has been repealed by Regulation (EEC) No 2080/93 -Article 9- OJ No L 193, 31. 7. 1993, p. 1.

Article 1

The multiannual guidance programme for the fishing fleet for the period 1992 to 1996, as forwarded by the Spanish Government on 30 April 1991 and supplemented by the Government at a later date, is hereby approved subject to the conditions laid down in this Decision and provided that those conditions are met.

Article 2

In order to ensure a durable balance between fishery resources and the fishing effort of the Community fleet, Spain has segmented its fishing fleet as shown in the Annex. The following coefficients shall be applied to the fishing "[1]→" effort "←[1]" of the segments thus obtained:

- 20 % to segments practising bottom trawling in teams or using an otter trawl and fishing for demersal stocks,
- 15 % to dredgers and beam trawlers for benthic stocks,
- 0 %, i.e. zero growth in other segments.

These reductions shall apply to the objectives fixed on 31 December 1991 as the starting point for the transitional programme for 1992 adopted for Spain and based on the situation of the fishing fleet at 1 January 1992 as presented by that Member State.

Article 3

1. The reduction in fishing effort may result from the combined effect of reductions in capacity and reductions in activity.

2. At least 55 % of the overall objective of the programme, defined as the sum of the partial objectives for each segment, must be achieved by means of reductions in capacity.

3. The remainder may be achieved by means of measures to reduce activity, such as restrictions in time at sea, provided that they are based on permanent laws and administrative provisions accepted by the Commission and techniques approved by the Commission.

4. The final objectives for each segment and the annual intermediate indicative objectives shall be determined in accordance with points 2 and 4 of the additional provisions in the Annex.

Article 4

"[1]→" At the latest by 31 March of each year for the previous year ending on 31 December "←[1]", Spain shall forward to the Commission, in respect of each segment of the fishing fleet defined in the Annex, information on the number of vessels commissioned, the tonnage and engine power added and withdrawn, as the case may be, and the time at sea by a homogeneous group of vessels, with their six-monthly variations, pursuant to the special provisions of the programme.

Such information shall tally with the information forwarded in accordance with Commission Regulation (EEC) No 163/89(1)[Ⓞ] on the Community register of fishing vessels.

Article 5

This Decision is addressed to the Kingdom of Spain.

(1) OJ No L 20, 25. 1. 1989, p. 5.

Ⓞ This Regulation has been repealed by Regulation (EC) No 109/94 - Article 10 - OJ No L 19, 22. 1. 1994, p. 5.

ANNEX

MULTIANNUAL GUIDANCE PROGRAMME FOR THE FISHING FLEET OF SPAIN FOR THE PERIOD 1993 TO 1996

I. TABLES OF OBJECTIVES

(Refer to the end of the Annex)

II. ADDITIONAL PROVISIONS

1. *Segmentation*

Segmentation of the fleet shall take account of the different resources fished and fishing zones (coastal, Community and international/third country, Mediterranean and waters of the remotest Community regions), the groups of species targeted (demersal, benthic and pelagic) and the gear used.

The segments thus determined shall be homogeneous and distinct, i.e. the objectives fixed for each segment must be attained by the end of the programme.

[1]→" Identification of segments

For each segment of the fleet a corresponding list of vessels and their characteristics are transmitted to the Commission by the Member State before 31 December 1994, in accordance with the procedures described in the framework of Commission Regulation (EC) No 109/94 of 19 January 1994 concerning the fishing vessel register of the Community, and in particular Annex I thereof and the categories of programmes defined therein.

Grouping of segments

Subject to the agreement of the Commission, the Member State can group several segments of the fleet. In this case, the rate of reduction applied is that corresponding to the most sensitive of the stocks targeted by the group which applies to the new segment thus formed.

Management of segments with polyvalent vessels

For clearly defined fisheries, the Member State can subsegment the fleet composed of polyvalent vessels targeting alternatively demersal, benthic or pelagic stocks. Each subsegment is distinguished by the sum of the fishing effort devoted to it, and registered as such in the table of objectives shown in the Annex to the present Decision. The management of the corresponding fishing effort must be in accordance with the procedures of Article 4 of Regulation (EC) No 109/94. "←[1]

2. *Final objectives for each segment*

The final objectives shall be fixed in terms of capacity [1]→" (tonnage in gross tonnage (GT) and engine power in kilowatts (kW)) "←[1] on the basis of the initial objectives fixed on 31 December 1991 in the transitional programme for 1992.

The following formula shall be used to determine the objective for each segment:

Let (a) be a segment for which the capacity in tonnage and engine power at 1 January 1992 is known and to which a reduction coefficient (y) is applied.

$$\text{Segment objective (a)} = (1 - y) \times \text{situation at 1. 1. 1992} \times \frac{\text{overall objective at 31. 12. 1991}}{\text{overall situation at 1. 1. 1992}}$$

[1]→" The application of the preceding formula to determine the final objectives in GT by segment takes into account, the estimation of GT as at 1 January 1992 for each of these segments on the basis of the provisions of Commission Decision 95/84/EC (1), and in particular the submission to the Commission by the Member States of the data on the GT of the fleet as at 15 March 1995.

The utilization of these data, segment by segment, to estimate the GT values at the start of the programme takes into account the history of the vessels as recorded in the fishing vessel register of the Community, including the vessels which disappeared or were constructed between 1 January 1992 and 15 December 1994.

The GT of the fleet at 1 January 1992 is the sum of the GT by segment thus obtained.

(1) OJ No L 67, 25. 3. 1995, p. 33.

The value in GT of the global objectives for 31 December 1991 is determined by the application of the following formula:

$$\text{obj. 91 (GT)} = \text{obj. 91 (GRT)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (GRT)}$$

where:

obj. 91 (GT) = objective for 31 December 1991 in gross tonnage
obj. 91 (GRT) = objective for 31 December 1991 in gross registered tonnage
sit. 91 (GT) = situation at 1 January 1992 in gross tonnage
sit. 91 (GRT) = situation at 1 January 1992 in gross registered tonnage.

The estimation of GT at 1 January 1992 of vessels which have since been permanently withdrawn from the national and Community fishing vessel registers and for which the remeasurement formulae defined by Decision 95/84/EC cannot be applied, will be made by applying the ratio GT/GRT of existing vessels in the same length class and belonging to the same segment. "←[1]

3. Calculation of reductions in activity

By the end of the programme, for the Member States applying this provision, activity must be reduced to a predetermined level not exceeding the authorized limits, so that the sum of the annual intermediate reductions in activity is at least equal to that which would result from a linear reduction in activity year by year.

The reductions in fishing effort thus achieved will be calculated at the end of the programme so that the objectives can be readjusted by a percentage equal to that due to the effect of the reductions in activity on overall fishing effort.

Non-application of these measures may not result in an authorization to increase activity.

4. Annual intermediate objectives

In order to ensure proper monitoring based on the gradual achievement of the objectives fixed in the programme, annual intermediate objectives shall be set for the programme. These objectives shall be expressed as a percentage of the objectives fixed on 31 December 1991 in the previous programmes.

In addition to the single objective of 2 % fixed in the transitional programme for 1992, a percentage equal to 25 % of the overall objective less 2 % should be achieved in each year of the programme, starting from 31 December 1993.

5. Implementation and monitoring

Implementation of the measures to reduce the activity of vessels in certain segments of the fleet will require that the Member State provides the Commission with the assurance that it will have the following information for each of the segments concerned:

- the data on the level of activity prior to the entry into force of the measures (reference basis: 1991),
- assurance that it has effective time at sea management tools and is able to manage licensing schemes, particularly with regard to multipurpose vessels,
- [1]→" data permitting the measures implemented under this programme to be monitored, in accordance with the provisions of Regulation (EC) No 109/94 concerning the fishing vessel register of the Community, and in particular Articles 4 and 5 thereof. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→" 6. "←[1] Revision of the programme

The programme may be revised, on the initiative of the Commission, in the light of the experience gained and the national and Community rules in force, in order to take account of new factors which might help improve the implementation of the programme and ensure that its objectives are better met.

[1]→" — "←[1]

[1]→ "Zone	Segment	Category of programme	Fleet register situation for 1. 1. 1992 at the time of adoption of the present Decision			Objective for 31. 12. 1991		Reduction by segment (%)	Objective for 31. 12. 1996			
			Number of vessels	GRT	kW	GRT	kW		In capacity		In fishing effort (*)	
									GRT	kW	Σ(GT × t)	Σ(kW × t)
Coastal, Community waters and Mediterranean	Trawlers and polyvalent ⁽¹⁾ dredgers	D10+ unclassified	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Pelagic seiners, netters etc. and Canaries ⁽²⁾	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Subtotal</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Third country and international	Trawlers and polyvalent ⁽³⁾	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Pelagic seiners, netters etc.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Tuna fleet ⁽⁴⁾	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Subtotal</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
	<i>Total</i>		19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) This refers to the total allowable fishing effort from 1 January 1992 to 31 December 1996, calculated as the sum of the annual intermediate effort objectives over this period. The annual objectives are calculated as the product of the annual intermediate objectives expressed in units of capacity and the baseline number of days at sea as defined in Annex II. For segments for which the objectives are to be met purely by reductions in capacity these columns are left blank, since the activity of vessels in these segments remains subject to the provisions of Article 5 of Regulation (EC) No 109/94.

The services of the Commission will express the objectives of the programmes in GT as Member States fulfil the obligations to remeasure their fleets as described in Commission Decision 95/84/EC.

⁽¹⁾ Reduction rate does not apply to the capacity of vessels pursuant to Article 158 of the Treaty of Accession. These vessels will be fully integrated into the programme on 1 January 1996.

⁽²⁾ Including vessels pursuant to Article 160 of the Treaty of Accession, for which the limitation of fishing effort is governed by other provisions until 31 December 1995.

⁽³⁾ Including 30 252 GRT and 78 930 kW for vessels operating in the NAFO zone, to which the maximum rate of reduction specified in this programme must be applied.

⁽⁴⁾ Stabilization of the tuna fleet to the objectives specified in the 1992 transitional programme.

The figures in this table are provisional and will be revised before 30 June 1995." ←[1]

DÉCISION DE LA COMMISSION
du 21 décembre 1992
relative à un programme d'orientation pluriannuel de la flotte de pêche de l'Espagne pour la période
1993-1996 conformément au règlement (CEE) n° 4028/86^① du Conseil

(Le texte en langue espagnole est le seul faisant foi.)

(92/597/CEE)

(JO n° L 401 du 31. 12. 1992, p. 57)

Modifiée par:

	Journal officiel		
	n°	page	date
[1] Décision 95/247/CE de la Commission du 7 juin 1995	L 166	37	15. 7. 1995

^① JO n° L 376 du 31. 12. 1986, p. 7. Ce règlement a été abrogé par le règlement (CEE) n° 2080/93 - Article 9 - JO n° L 193 du 31. 7. 1993, p. 1.

Article premier

Le programme d'orientation pluriannuel de la flotte de pêche relatif à la période 1992-1996, transmis par le gouvernement espagnol le 30 avril 1991 et complété par lui ultérieurement, est approuvé dans les limites et conditions prévues par la présente décision et sous réserve de leur respect.

Article 2

Afin d'assurer un équilibre durable entre les ressources halieutiques et les efforts de pêche de la flotte communautaire, l'Espagne a procédé à la segmentation de sa flotte de pêche telle que reprise en annexe. Les **[1]**→" efforts "←**[1]** de pêche des segments ainsi obtenus sont affectées[Ⓞ] des taux suivants:

- 20 % sur les segments pratiquant le chalutage de fond en bœufs ou à panneaux sur les stocks démersaux,
- 15 % sur les dragueurs et chalutiers à perches visant les stocks benthiques,
- 0 %, soit le non-accroissement, sur les autres segments.

Ces réductions s'appliquent aux objectifs fixés au 31 décembre 1991 comme point de départ du programme transitoire 1992 adoptés pour l'Espagne et sur la base de la situation de la flotte de pêche au 1^{er} janvier 1992 telle que présentée par cet État membre.

Article 3

1. Les réductions des efforts de pêche peuvent résulter de l'effet combiné de réductions des capacités et de réduction de l'activité.

2. La réalisation de l'objectif global du programme, défini comme la somme des objectifs partiels par segment, doit être assurée pour 55 % au minimum par des réductions de capacité.

3. Le reliquat pourra avoir été obtenu par des mesures de réduction de l'activité, par exemple des mesures de limitation du temps de mer, pour autant qu'elles seront fondées sur des dispositions législatives et administratives à caractère permanent acceptées par la Commission ainsi que des techniques approuvées par elle.

4. Les objectifs finaux par segment et les objectifs intermédiaires annuels indicatifs sont déterminés conformément aux points 2 et 4 des dispositions complémentaires reprises à l'annexe.

Article 4

[1]→" Au plus tard le 31 mars de chaque année pour l'année précédente se terminant le 31 décembre "←**[1]**, l'Espagne communique à la Commission les informations concernant, pour chaque segment de flotte défini à l'annexe, le nombre de navires enregistrés, les jauge et puissance entrées en service et sorties du service, le cas échéant, et, en vertu des dispositions particulières du programme, les temps de mer par groupe homogène de navires et leurs variations semestrielles.

Ces informations concordent avec celles transmises conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 163/89 de la Commission ⁽¹⁾Ⓞ relatives au fichier communautaire des navires de pêche.

Article 5

Le royaume d'Espagne est destinataire de la présente décision.

[Ⓞ] La modification introduite a remplacé le mot "capacités" par "efforts"; l'acte modificateur n'a pas tenu compte du changement d'orthographe que cela impliquait, il faut donc lire "affectés" et non "affectées".

⁽¹⁾ JO n° L 20 du 25. 1. 1989, p. 5.

[Ⓞ] Ce règlement a été abrogé par le règlement (CE) n° 109/94 - Article 10 - JO n° L 19 du 22. 1. 1994, p. 5.

ANNEXE

PROGRAMME D'ORIENTATION PLURIANNUEL DE LA FLOTTE DE PÊCHE DE L'ESPAGNE RELATIF À LA PÉRIODE 1993-1996

I. TABLEAUX D'OBJECTIFS

(Se reporter en fin d'annexe)

II. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

1. *Segmentation*

La segmentation de la flotte tient compte des différentes ressources pêchées et zones de pêche (côtières, communautaires et internationales/pays tiers, Méditerranée et eaux des régions ultrapériphériques communautaires), ainsi que des groupes d'espèces ciblées (démersaux, benthiques et pélagiques) et des engins utilisés.

Les segments ainsi déterminés sont homogènes et imperméables, c'est-à-dire que les objectifs fixés pour chacun d'entre eux devront être réalisés en fin de programme.

[1] → " Identification des segments

À chaque segment de flotte correspond une liste de navires et de leurs caractéristiques transmises par l'État membre à la Commission avant le 31 décembre 1994 conformément aux procédures décrites dans le cadre du règlement (CE) n° 109/94 de la Commission, du 19 janvier 1994, relatif au fichier communautaire des navires de pêche, et notamment son annexe I, et aux catégories de programmes qui y sont définies.

Regroupement de segments

Sous réserve de l'accord de la Commission, l'État membre a la faculté de procéder à un regroupement de plusieurs segments de flotte. Dans ce cas, c'est le taux directeur de réduction des efforts de pêche correspondant au stock le plus sensible de l'ensemble des stocks visés par le regroupement de segments qui s'appliquera à l'ensemble du nouveau segment ainsi constitué.

Gestion de segments de navires polyvalents

Pour des pêcheries clairement identifiées, l'État membre a la faculté de sous-segmenter un segment de flotte composé de navires polyvalents visant alternativement des stocks démersal, benthique ou pélagique. Chaque sous-segment est identifié par la somme des efforts de pêche qui lui est consacrée, et inscrit comme tel dans le tableau d'objectifs figurant à l'annexe de la présente décision. La gestion des efforts de pêche correspondants doit répondre aux procédures de l'article 4 du règlement (CE) n° 109/94. " ← **[1]**

2. *Objectifs finaux par segment*

Ils sont fixés en termes de capacité **[1]** → " [jauge en tonnage brut (GT) et puissance en kilowatts (kW)] " ← **[1]** à partir des objectifs de départ fixés au 31 décembre 1991 dans le programme transitoire 1992.

La détermination de l'objectif par segment répond à la formule suivante:

Soit un segment (a) dont on connaît les capacités en jauge et puissance au 1^{er} janvier 1992 et auquel s'applique un taux de réduction (y).

$$\text{Objectif segment (a)} = (1 - y) \times \text{situation au 1. 1. 1992} \times \frac{\text{objectif global au 31. 12. 1991}}{\text{situation globale au 1. 1. 1992}}$$

[1] → " L'application de la formule précédente à la détermination des objectifs finaux en GT par segment tient compte de l'estimation au 1^{er} janvier 1992 de chacun de ces segments sur la base des dispositions de la décision 95/84/CE de la Commission⁽¹⁾, et notamment de la mise à disposition de la Commission

(¹) JO n° L 67 du 25. 3. 1995, p. 33.

par les États membres des séries de données relatives au tonnage brut de la flotte à la date du 15 mars 1995.

L'utilisation, segment par segment, de ces données afin d'estimer les valeurs en GT des tonnages au démarrage du programme se fait en tenant compte des événements intervenus dans la vie des navires, y compris leur apparition et/ou leur disparition, tels qu'enregistrés par le fichier communautaire des navires de pêche entre le 1^{er} janvier 1992 et le 15 décembre 1994.

Le GT de la flotte au 1^{er} janvier 1992 est la somme des GT par segment ainsi obtenue.

La détermination de la valeur en GT des objectifs globaux au 31 décembre 1991 est obtenue par l'application de la formule suivante:

$$\text{obj. 91 (GT)} = \text{obj. 91 (TJB)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (TJB)}$$

où:

obj. 91 (GT) = objectif au 31 décembre 1991 en tonnage brut
obj. 91 (TJB) = objectif au 31 décembre 1991 en tonnage de jauge brute
sit. 91 (GT) = situation au 1^{er} janvier 1992 en tonnage brut
sit. 91 (TJB) = situation au 1^{er} janvier 1992 en tonnage de jauge brute.

L'estimation du GT au 1^{er} janvier 1992 des navires qui, depuis cette date, ont définitivement été retirés des fichiers national et communautaire des navires de pêche et pour lesquels les formules de remesurage définies par la décision 95/84/CE ne peuvent s'appliquer sera réalisée par application du ratio GT/TJB défini pour les navires existants de même classe de longueur et appartenant au même segment. "←[1]

3. *Prise en compte des réductions d'activité*

En fin de programme, pour les États membres appliquant cette disposition, l'activité doit être réduite au niveau prédéterminé et au maximum dans les limites autorisées, de telle façon que la somme des réductions d'activité intermédiaires annuelles soit au moins égale à celle qui résulterait d'une réduction linéaire de l'activité année par année.

Les réductions d'effort de pêche ainsi obtenues seront comptabilisées en fin de programme et permettront un réajustement des objectifs d'un pourcentage égal à celui dû à l'effet des réductions d'activité sur l'effort global.

Le non-recours à ces mesures ne peut autoriser une augmentation de l'activité.

4. *Objectifs intermédiaires annuels*

Afin d'assurer un bon suivi fondé sur une réalisation progressive des objectifs fixés dans le programme, des objectifs intermédiaires annuels sont fixés pour le programme. Ils sont exprimés en pourcentage des objectifs fixés au 31 décembre 1991 dans les précédents programmes.

Outre l'objectif unique de 2 % fixé dans le programme transitoire 1992, un pourcentage égal à 25 % de l'objectif global diminué des 2 % devrait être réalisé chaque année du programme, à partir du 31 décembre 1993.

5. *Mise en œuvre, suivi*

La mise en œuvre des mesures de réduction de l'activité des navires pour certains segments de la flotte nécessite que l'assurance soit donnée à la Commission par l'État membre de disposer des éléments suivants pour chaque segment concerné:

- les données relatives au niveau d'activité préalablement à l'entrée en vigueur des mesures (base de référence 1991),
- les assurances selon lesquelles il existe des outils de gestion efficaces du temps de mer, et aptitude à gérer des régimes de licences, en particulier pour les navires polyvalents,
- [1]→" les données permettant de suivre l'effet des mesures mises en œuvre à ce titre, conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 109/94 relatif au fichier communautaire des navires de pêche et notamment ses articles 4 et 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→ " 6. "**←[1]** *Révision du programme*

Une révision du programme pourra être entreprise, à l'initiative de la Commission, afin de, à la lumière de l'expérience acquise et des dispositions réglementaires nationales et communautaires en vigueur, prendre en compte les éléments nouveaux permettant d'améliorer les conditions d'exécution du programme et d'assurer ainsi un meilleur respect des objectifs fixés par le programme.

[1]→ " — " **←[1]**

[1] → " Zone	Segment	Catégorie de programme	Situation présentée par le fichier flotte à la date du 1. 1. 1992 telle que recensée à l'adoption de la présente décision			Objectifs au 31. 12. 1991		Réduction par segment (%)	Objectifs au 31. 12. 1996			
			nombre de navires	TJB	kW	TJB	kW		En capacité		En effort de pêche (*)	
									TJB	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Côtière, eaux communautaires et Méditerranée	Chalutiers et polyvalents (1) Dragues	D10 + in-classables	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Sennes pélagiques, fileyeurs, etc. et Canaries (2)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Sous-total</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Pays tiers et eaux internationales	Chalutiers et polyvalents (1)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Sennes pélagiques, fileyeurs, etc.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Thoniers (4)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Sous-total</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
<i>Total</i>			19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Cela s'applique à la totalité des efforts de pêche alloués entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1996, calculée comme la somme des objectifs d'effort de pêche annuels intermédiaires sur cette période. Les objectifs annuels sont calculés comme le produit des objectifs intermédiaires exprimés en unités de capacité par la valeur de référence du nombre de jours de mer comme définie au point II de l'annexe. Pour les segments pour lesquels les objectifs doivent être atteints par des réductions pures de capacité, ces colonnes seront laissées en blanc, compte tenu que l'activité des navires de ces segments reste couverte par les dispositions de l'article 5 du règlement (CE) n° 109/94.

Les services de la Commission adapteront les objectifs des programmes exprimés en GT, à mesure que les États membres auront rempli les obligations relatives au remesurage de leur flotte telles que décrites dans la décision 95/84/CE.

(1) La réduction ne s'applique pas aux capacités des navires visés par l'article 158 de l'acte d'adhésion. La pleine intégration de ces navires dans le programme sera réalisée au 1^{er} janvier 1996.

(2) Y compris les navires visés par l'article 160 de l'acte, dont les limitations d'efforts de pêche obéissent à d'autres règles jusqu'au 31 décembre 1995.

(3) Y compris les navires opérant dans la zone NAFO pour 30 252 TJB et 78 930 kW et pour lesquels les capacités seront affectées du coefficient de réduction le plus élevé prévu par le programme.

(4) Stabilisation de la flotte thonière aux objectifs fixés dans le programme transitoire de 1992.

Les chiffres de ce tableau sont provisoires et seront révisés avant le 30 juin 1995. ← [1]

**DECISIONE DELLA COMMISSIONE
del 21 dicembre 1992
relativa ad un programma d'orientamento pluriennale per la flotta peschereccia della Spagna per il
periodo 1993-1996 conformemente al regolamento (CEE) n. 4028/86[Ⓞ] del Consiglio**

(Il testo in lingua spagnola è il solo facente fede)

(92/597/CEE)

(GU n. L 401 del 31. 12. 1992, pag. 57)

Modificata da:

	Gazzetta ufficiale		
	n.	pagina	data
[1] Decisione 95/247/CE della Commissione del 7 giugno 1995	L 166	37	15.7.1995

[Ⓞ] GU n. L 376 del 31. 12. 1986, pag. 7. Regolamento abrogato dal regolamento (CEE) n. 2080/93, articolo 9 (GU n. L 193 del 31. 7. 1993, pag. 1).

Articolo 1

Il programma d'orientamento pluriennale della flotta da pesca relativo al periodo 1992-1996, trasmesso dal governo spagnolo il 30 aprile 1991 e successivamente completato dallo stesso governo, è approvato nei limiti e alle condizioni fissati dalla presente decisione e fatto salvo il loro rispetto.

Articolo 2

Al fine di assicurare un equilibrio duraturo tra le risorse alieutiche e lo sforzo di pesca della flotta comunitaria, il governo spagnolo ha proceduto alla segmentazione della propria flotta secondo le modalità riportate in allegato. Lo **[1]→** "sforzo" **←[1]** di pesca dei segmenti così ottenuti subiscono[Ⓞ] le seguenti riduzioni:

- 20 % per i segmenti che praticano la pesca a strascico in coppia o a divergenti sugli stock demersali,
- 15 % per le draghe e i pescherecci a sfogliare che pescano stock bentonici,
- 0 % ovvero nessun aumento per gli altri segmenti.

Tali riduzioni si applicano agli obiettivi fissati al 31 dicembre 1991 come punto di partenza del programma transitorio 1992 adottato per la Spagna e sulla base della situazione della flotta peschereccia al 1° gennaio 1992 presentata da questo Stato membro.

Articolo 3

1. Le riduzioni dello sforzo di pesca possono risultare dall'effetto combinato di riduzioni delle capacità e di riduzioni dell'attività.

2. La realizzazione dell'obiettivo globale del programma, definito come la somma degli obiettivi parziali per segmento, deve essere assicurata almeno per il 55 % mediante riduzioni di capacità.

3. Per la percentuale restante si potrà ricorrere a misure di riduzione dell'attività, ad esempio misure di limitazione del tempo di attività in mare, purché si basino su disposizioni legislative e amministrative di carattere permanente accettate dalla Commissione e su tecniche da essa approvate.

4. Gli obiettivi finali per segmento e gli obiettivi intermedi indicativi annuali sono determinati conformemente ai punti 2 e 4 delle disposizioni complementari che figurano nell'allegato.

Articolo 4

[1]→ "Entro il 31 marzo di ogni anno per l'anno precedente avente termine il 31 dicembre" **←[1]**, la Spagna comunica alla Commissione, per ciascun segmento di flotta definito nell'allegato, il numero di pescherecci registrati, la stazza e la potenza motrice delle imbarcazioni entrate in servizio e ritirate, nonché, se del caso e conformemente alle disposizioni particolari del programma, i tempi di attività in mare per gruppi omogenei di pescherecci e le loro variazioni semestrali.

Queste informazioni dovranno concordare con quelle trasmesse conformemente alle disposizioni del regolamento (CEE) n. 163/89 della Commissione^{(1)Ⓞ} relative allo schedario comunitario delle navi da pesca.

Articolo 5

Il Regno di Spagna è destinatario della presente decisione.

[Ⓞ] Leggasi: "subisce".

⁽¹⁾ GU n. L 20 del 25. 1. 1989, pag. 5.
[Ⓞ] Regolamento abrogato dal regolamento (CE) n. 109/94, articolo 10 (GU n. L 19 del 22. 1. 1994, pag. 5).

ALLEGATO

PROGRAMMA PLURIENNALE DI ORIENTAMENTO PER LA FLOTTA PESCHERECCIA SPAGNOLA RELATIVO AL PERIODO 1993-1996

I. TABELLE DEGLI OBIETTIVI

(Vedi alla fine dell'allegato)

II. DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI

1. Segmentazione

La segmentazione della flotta tiene conto delle differenti risorse pescate e delle diverse zone di pesca (costiere, comunitarie e internazionali/paesi terzi, Mediterraneo e acque delle regioni comunitarie ultraperiferiche), nonché dei gruppi di specie bersaglio (demersali, bentoniche e pelagiche) e degli attrezzi utilizzati.

I segmenti così determinati sono omogenei ed impermeabili, il che significa che alla fine del programma dovranno essere realizzati gli obiettivi fissati per ciascuno di essi.

[1]→" Identificazione dei segmenti

Ad ogni segmento della flotta corrisponde un elenco di navi con le loro caratteristiche trasmesso dallo Stato membro alla Commissione prima del 31 dicembre 1994, secondo le procedure stabilite nell'ambito del regolamento (CE) n. 109/94 della Commissione, del 19 gennaio 1994, relativo allo schedario comunitario delle navi da pesca, in particolare l'allegato I e le categorie dei programmi ivi definite.

Raggruppamento di segmenti

Previo accordo della Commissione, lo Stato membro può raggruppare più segmenti della flotta. In tal caso il tasso di riduzione applicato è quello corrispondente al più sensibile degli stock bersaglio del gruppo che si applica al nuovo segmento così formato.

Gestione di segmenti di pescherecci polivalenti

Per attività di pesca ben definite, gli Stati membri possono suddividere in sottosegmenti una flotta composta da navi polivalenti che pescano alternativamente stock demersali, bentonici e pelagici. Ogni sottosegmento è contraddistinto dal totale dello sforzo di pesca ad esso relativo, ed è registrato in quanto tale nella tabella degli obiettivi che figura nell'allegato della presente decisione. La gestione dei corrispondenti sforzi di pesca deve essere conforme alla procedura di cui all'articolo 4 del regolamento (CE) n. 109/94. "←[1]

2. Obiettivi finali per segmento

Sono fissati in termini di capacità [1]→" [stazza in stazza lorda (GT) e potenza motrice in kilowatt (kW)] "←[1] sulla base degli obiettivi di partenza fissati al 31 dicembre 1991 nel programma transitorio 1992.

La determinazione dell'obiettivo per segmento si basa sulla seguente formula:

Dato un segmento (a) di cui si conoscono le capacità in stazza e potenza motrice al 1° gennaio 1992 e a cui si applica un tasso di riduzione (y)

$$\text{Obiettivo segmento (a)} = (1 - y) \times \text{situazione all'1. 1. 1992} \times \frac{\text{obiettivo globale al 31. 12. 1991}}{\text{situazione globale all'1. 1. 1992}}$$

[1]→" L'applicazione della formula precedente per determinare gli obiettivi finali in termini di stazza lorda (GT) per ogni segmento tiene conto della stima della stazza lorda al 1° gennaio 1992 per ciascuno di questi segmenti secondo le disposizioni della decisione 95/84/CE della Commissione⁽¹⁾, ed in particolare della trasmissione, da parte degli Stati membri alla Commissione, dei dati relativi alla stazza lorda della flotta al 15 marzo 1995.

(1) GU n. L 67 del 25. 3. 1995, pag. 33.

Nell'utilizzare questi dati, segmento per segmento, per la stima della stazza lorda all'inizio del programma si tiene conto della storia delle navi, comprese le navi smantellate e/o costruite, registrata dallo schedario comunitario delle navi da pesca, tra il 1° gennaio 1992 e il 15 dicembre 1994.

La stazza lorda (GT) della flotta al 1° gennaio 1992 è pari alla somma delle stazze (GT) di ogni segmento.

Il valore in stazza lorda (GT) degli obiettivi globali per il 31 dicembre 1991 si determina applicando la seguente formula:

$$\text{ob. 91 (GT)} = \text{ob. 91 (TSL)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (TSL)}$$

considerando che:

- ob. 91 (GT) = è l'obiettivo per il 31 dicembre 1991 in stazza lorda
- ob. 91 (TSL) = è l'obiettivo per il 31 dicembre 1991 in tonnellate di stazza lorda
- sit. 91 (GT) = è la situazione al 1° gennaio 1992 in stazza lorda
- sit. 91 (TSL) = è la situazione al 1° gennaio 1992 in tonnellate di stazza lorda

La stima della stazza lorda (GT) al 1° gennaio 1992 delle navi che, dopo tale data, sono state ritirate definitivamente dagli schedari nazionale e comunitario delle navi da pesca e alle quali non possono applicarsi le formule di rimisurazione definite dalla decisione 95/84/CE, sarà effettuata applicando il rapporto GT/TSL definito per le navi esistenti della stessa classe di lunghezza e appartenenti allo stesso segmento. "←[1]

3. Presa in considerazione delle riduzioni di attività

Alla fine del programma, per gli Stati membri che applicano questa disposizione, l'attività dovrà essere ridotta al livello prefissato e situarsi al massimo entro i limiti autorizzati, in modo tale che la somma delle riduzioni di attività intermedie effettuate annualmente sia almeno pari al totale che risulterebbe da una riduzione lineare dell'attività effettuata anno per anno.

Le riduzioni dello sforzo di pesca così ottenute saranno contabilizzate alla fine del programma e permetteranno di adeguare gli obiettivi di una percentuale pari a quella dovuta all'effetto delle riduzioni di attività sullo sforzo globale.

Il non ricorso a queste misure non autorizza un aumento dell'attività.

4. Obiettivi intermedi annuali

Al fine di assicurare un'azione di controllo efficace, basata su una realizzazione graduale degli obiettivi fissati nel programma, vengono stabiliti degli obiettivi intermedi annuali. Questi obiettivi sono espressi in percentuale degli obiettivi fissati al 31 dicembre 1991 nei programmi precedenti.

Oltre all'obiettivo unico del 2 % fissato nel programma transitorio 1992, in ciascun anno del programma, a decorrere dal 31 dicembre 1993, dovrà essere realizzata una percentuale pari al 25 % dell'obiettivo diminuito del 2 %.

5. Attuazione, controllo

Ai fini dell'attuazione delle misure di riduzione dell'attività dei pescherecci per alcuni segmenti della flotta è necessario che lo Stato membro assicuri alla Commissione di disporre dei seguenti elementi per ciascun settore interessato:

- dati relativi al livello di attività prima dell'entrata in vigore delle misure (base di riferimento 1991);
- efficaci strumenti di gestione del tempo di attività in mare e capacità di gestire regimi di licenze, in particolare per i pescherecci polivalenti;
- [1]→" i dati che permettono di controllare le misure attuate nell'ambito di questo programma, conformemente alle disposizioni del regolamento (CE) n. 109/94 relativo allo schedario comunitario delle navi da pesca, in particolare gli articoli 4 e 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→ " 6. "**←[1]** *Revisione del programma*

Su iniziativa della Commissione si potrà procedere ad una revisione del programma al fine di prendere in considerazione, alla luce dell'esperienza acquisita e delle disposizioni regolamentari nazionali e comunitarie in vigore, i nuovi elementi che consentono di migliorare le condizioni di esecuzione del programma e di assicurare così un migliore rispetto degli obiettivi da esso fissati.

[1]→ " — " **←[1]**

Il dato complessivo che segue viene presentato dalla Commissione a titolo informativo e non crea diritti od obblighi salvo quelli derivanti dai vari giuridici legittimamente adottati e pubblicati, i quali sono i soli facenti fede.

[1] → Zona	Segmento	Categoria di programma	Situazione del registro flotta per l'1. 1. 1992 al momento della adozione della presente decisione			Obiettivo 31. 12. 1991		Riduzione per segmento (%)	Obiettivo 31. 12. 1996			
			n	TSL	kW	TSL	kW		In capacità		In sforzo di pesca (*)	
									TSL	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Acque comunitarie e acque mediterranee	Strascico e polivalenti ⁽¹⁾ Draghe	D10+ non classif.	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Polivalente (non strascicante) ⁽²⁾ e Isole Canarie	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Totale parziale</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Paesi terzi e acque internazionali	Strascico e polivalenti ⁽¹⁾	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Ciancioli pelagici; retieri, etc.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Flotta tonniere ⁽⁴⁾	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Totale parziale</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
	<i>Totale</i>		19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Si applica alla totalità degli sforzi di pesca attribuiti entro il 1° gennaio 1992 e il 31 dicembre 1996, calcolato attraverso la somma degli obiettivi di sforzo di pesca annuali intermedi durante questo periodo. Gli obiettivi annuali sono calcolati come il prodotto degli obiettivi intermedi espressi in unità di capacità moltiplicati per il valore di riferimento del numero di giorni in mare, come definito al punto II dell'allegato. Per i segmenti per i quali gli obiettivi devono essere raggiunti esclusivamente attraverso riduzione delle capacità, queste colonne saranno lasciate in bianco, tenuto conto che l'attività dei battelli di tali segmenti resta soggetta alle disposizioni dell'articolo 5 del regolamento (CE) n. 109/94.

I servizi della Commissione adatteranno gli obiettivi dei programmi espressi in GT, a mano a mano che gli Stati membri avranno adempiuto le obbligazioni relative al ricalcolo delle dimensioni della loro flotta come descritto nella decisione 95/84/CE.

⁽¹⁾ Il tasso di riduzione non si applica alla capacità delle navi di cui all'articolo 158 del trattato di adesione. Queste navi verranno pienamente integrate nel programma il 1° gennaio 1996.

⁽²⁾ Compresa le navi di cui all'articolo 160 del trattato di adesione, per le quali il contenimento dello sforzo di pesca è disciplinato da altre disposizioni fino al 31 dicembre 1995.

⁽³⁾ Inclusi 30 252 TSL e 78 930 kW per i pescherecci che operano nella zona NAFO, ai quali va applicato il tasso massimo di riduzione indicato nel programma.

⁽⁴⁾ Stabilizzazione della flotta tonniere conformemente a quanto stabilito nel programma transitorio.

I dati che figurano in questa tabella sono provvisori e verranno rivisti prima del 30 giugno 1995. ←[1]

BESCHIKKING VAN DE COMMISSIE

van 21 december 1992

betreffende het meerjarig oriëntatieprogramma voor de vissersvloot van Spanje voor de periode 1993 — 1996, overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 4028/86[Ⓞ] van de Raad

(Slechts de tekst in de Spaanse taal is authentiek)

(92/597/EEG)

(PB nr. L 401 van 31. 12. 1992, blz. 57)

Gewijzigd bij:

	Publikatieblad		
	nr.	blz.	datum
[1] Beschikking 95/247/EG van de Commissie van 7 juni 1995	L 166	37	15. 7. 1995

[Ⓞ] PB nr. L 376 van 31. 12. 1986, blz. 7. Deze verordening werd ingetrokken door Verordening (EEG) nr. 2080/93, artikel 9 (PB nr. L 193 van 31. 7. 1993, blz. 1).

Artikel 1

Het door de Regering van Spanje op 30 april 1991 ingediende en achteraf door haar aangevulde meerjarig oriëntatieprogramma voor de periode 1992—1996 wordt goedgekeurd, met het voorbehoud dat ter zake de in deze beschikking vermelde beperkingen en voorwaarden gelden.

Artikel 2

Om te komen tot een duurzaam evenwicht tussen de omvang van de visbestanden en de visserijinspanning van de vissersvloot van de Gemeenschap heeft Spanje zijn vissersvloot in segmenten opgedeeld zoals is aangegeven in de bijlage. De **[1]→**" vangstinspanning "←**[1]**" van deze segmenten moet worden vermindert met de volgende percentages:

- 20 % voor de segmenten met vaartuigen die op demersale bestanden vissen met de bodemtrawl of het bodemspannet;
- 15 % voor de segmenten waarin met de kor of met boomkorkotters op benthische bestanden (platvis) wordt gevestigd;
- 0 % voor de overige segmenten, hetgeen dus betekent dat de **[1]→**" inspanning "←**[1]**" niet mag toenemen.

Deze verminderingen moeten worden toegepast op de doelstellingen die voor 31 december 1991 als uitgangspunt voor het voor Spanje goedgekeurde overgangsprogramma 1992 zijn vastgesteld op basis van de door de betrokken Lid-Staat aangegeven situatie van zijn vissersvloot op 1 januari 1992.

Artikel 3

1. De vermindering van de visserijinspanning mag de resultante zijn van het gecombineerde effect van capaciteitsverminderingen en een vermindering van activiteit.

2. De totale doelstelling van het programma, zijnde het totaal van de doelstellingen per segment, moet voor ten minste 55 % worden bereikt door middel van capaciteitsverminderingen.

3. Voor het overige mag de totale doelstelling worden bereikt door middel van maatregelen om de activiteit te verminderen, bij voorbeeld maatregelen tot beperking van het aantal zeedagen, voor zover deze maatregelen gebaseerd zijn op door de Commissie geaccepteerde permanente wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen en door haar goedgekeurde technieken.

4. De einddoelstelling per segment en de tussentijdse en indicatieve doelstellingen per jaar worden bepaald overeenkomstig de punten 2 en 4 van de in de bijlage opgenomen aanvullende bepalingen.

Artikel 4

[1]→" Uiterlijk op 31 maart van elk jaar voor het voorafgaande jaar dat is geëindigd op 31 december "←**[1]**", deelt Spanje de Commissie voor elk in de bijlage gedefinieerd vlootsegment het aantal geregistreerde vaartuigen mee, alsmede de aan de vloot toegevoegde respectievelijk onttrokken tonnages en motorvermogens, een en ander overeenkomstig de bijzondere bepalingen van het programma, de aantallen visdagen per homogene groep vaartuigen en de desbetreffende verschillen per halfjaar.

Deze gegevens moeten overeenstemmen met die welke worden medegedeeld overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 163/89 van de Commissie van 24 januari 1989 betreffende het gegevensbestand inzake de vissersvaartuigen van de Gemeenschap (1)[Ⓞ].

Artikel 5

Deze beschikking is gericht tot het Koninkrijk Spanje.

(1) PB nr. L 20 van 25. 1. 1989, blz. 5.

[Ⓞ] Deze verordening werd ingetrokken door Verordening (EG) nr. 109/94, artikel 10 (PB nr. L 19 van 22. 1. 1994, blz. 5).

BIJLAGE

MEERJARIG ORIËNTATIEPROGRAMMA VOOR DE VISSERSVLOOT VAN SPANJE VOOR DE PERIODE 1993 — 1996

I. DOELSTELLINGENTABEL

(Bevindt zich aan het einde van de bijlage.)

II. AANVULLENDE BEPALINGEN

1. Segmentering

Voor het opdelen van de vloot in segmenten wordt rekening gehouden met de verschillende bestanden waarop wordt gevestigd en de verschillende visgronden (kustzone, visserijzone van de Gemeenschap en internationale wateren, visserijzone van derde landen, Middellandse Zee, wateren van ultraperifere regio's van de Gemeenschap), de groepen doelsoorten (demersale, benthische (platvis) en pelagische bestanden) en de aard van het gebruikte vistuig.

Hiervan uitgaande worden segmenten afgebakend die homogene en volstrekt afgesloten compartimenten vormen, d.w.z. dat de vastgestelde doelstellingen voor elk apart segment aan het eind van het programma bereikt moeten zijn.

[1]→ " Identificatie van de segmenten

Voor elk segment van de vloot doet de Lid-Staat vóór 31 december 1994 een lijst van de betrokken vaartuigen en hun kenmerken aan de Commissie toekomen volgens de procedures die zijn beschreven in Verordening (EG) nr. 109/94 van de Commissie van 19 januari 1994 betreffende het communautaire gegevensbestand van vissersvaartuigen, waarbij met name rekening wordt gehouden met bijlage I daarvan en de daarin gedefinieerde categorieën van programma's.

Groepering van segmenten

Indien de Commissie daarmee instemt, kan de Lid-Staat verschillende segmenten van de vloot groeperen. In dit geval moet het verminderingspercentage worden toegepast dat geldt voor de meest kwetsbare van de visbestanden die door de groep worden bevestigd, welk percentage dan geldt voor het nieuwe segment dat aldus is gevormd.

Beheer van segmenten met polyvalente vaartuigen

Voor duidelijk omschreven visserijtakken kan de Lid-Staat de vloot van polyvalente vaartuigen die afwisselend op demersale, benthische of pelagische bestanden vissen, opdelen in subsegmenten. Elk subsegment wordt onderscheiden op basis van de som van de visserijspanningen die eraan worden toegewezen, en wordt als zodanig vermeld in de doelstellingentabel die is opgenomen in de bijlage van deze beschikking. De betrokken visserijspanningen moeten worden beheerd volgens de procedures als bedoeld in artikel 4 van Verordening (EG) nr. 109/94. "←[1]

2. Einddoelstelling per segment

De einddoelstelling per segment wordt vastgesteld in capaciteit [1]→" (tonnage in brutotonnage (GT) en motorvermogen in kilowatt (kW)) "←[1] met als uitgangspunt de in het overgangsprogramma voor 1992 vastgestelde per 31 december 1991 te bereiken doelstellingen.

De doelstelling per segment wordt bepaald aan de hand van de volgende formule:

(In deze formule is (a) een segment waarvan de capaciteit in tonnage en motorvermogen per 1 januari 1992 bekend is en waarvoor een verminderingspercentage y geldt.)

$$\text{Doelstelling segment (a)} = (1 - y) \times \text{situatie op 1. 1. 1992} \times \frac{\text{totale doelstelling voor 31. 12. 1991}}{\text{totale situatie op 1. 1. 1992}}$$

[1]→" Bij de toepassing van de bovenstaande formule voor de bepaling van de einddoelstellingen in brutotonnage (GT) per segment wordt voor elk segment rekening gehouden met de brutotonnage op 1 januari 1992 ervan die is geraamd overeenkomstig het bepaalde in Beschikking 95/84/EG van de Commissie (1), en met name aan de hand van de door de Lid-Staten aan de Commissie verstrekte gegevens over de brutotonnage van de vloot op 15 maart 1995.

(1) PB nr. L 67 van 25. 3. 1995, blz. 33.

Bij het gebruik van deze gegevens om per segment de brutotonnagewaarden aan het begin van het programma te ramen wordt rekening gehouden met de voorgeschiedenis van de vaartuigen als geregistreerd in het communautaire gegevensbestand van vissersvaartuigen, met inbegrip van de vaartuigen die tussen 1 januari 1992 en 15 december 1994 zijn verdwenen of werden gebouwd.

De GT van de vloot op 1 januari 1992 is de som van de aldus verkregen GT per segment.

De waarde in GT van de totale doelstellingen voor 31 december 1991 wordt bepaald aan de hand van de volgende formule:

$$\text{dst. 91 (GT)} = \text{dst. 91 (brt)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (brt)}$$

waarbij:

dst. 91 (GT) = doelstelling voor 31 december 1991 in brutotonnage
dst. 91 (brt) = doelstelling voor 31 december 1991 in brutoregister-ton
sit. 91 (GT) = situatie op 1 januari 1992 in brutotonnage
sit. 91 (brt) = situatie op 1 januari 1992 in brutoregister-ton.

De GT op 1 januari 1992 van de vaartuigen die sinds die datum definitief uit het nationale en het communautaire gegevensbestand van vissersvaartuigen zijn geschrapt en waarvoor de bij Beschikking 95/84/EG vastgestelde formules voor het opnieuw meten niet kunnen worden toegepast, wordt geraamd door toepassing van de verhouding GT/brt die is vastgesteld voor de bestaande vaartuigen van dezelfde lengteklasse die tot hetzelfde segment behoren. "←[1]

3. *Verdiscontering van verminderingen van de activiteit*

Na afloop van het programma moet voor de Lid-Staten die deze bepaling toepassen de activiteit zijn gereduceerd tot het vooraf bepaalde niveau en met inachtneming van de geldende beperkingen, zodat de som van de tussentijdse activiteitsverminderingen per jaar ten minste gelijk is aan het resultaat van een lineaire vermindering van de activiteit van jaar tot jaar.

De hierdoor bereikte verminderingen van de visserijinspanning worden aan het einde van het programma opgeteld en op basis daarvan kunnen de doelstellingen worden aangepast met een percentage dat gelijk is aan het effect van de activiteitsverminderingen op de totale inspanning.

Niet-toepassing van deze maatregelen mag niet impliceren dat de activiteit wordt opgevoerd.

4. *Tussentijdse doelstellingen per jaar*

Om via een geleidelijke verwezenlijking van de in het programma vastgestelde doelstellingen tot een vlot verloop van het programma te komen, worden voor elk jaar tussentijdse doelstellingen vastgesteld. Deze doelstellingen worden uitgedrukt in een percentage van de in de voorafgaande programma's vastgestelde doelstellingen per 31 december 1991.

Afgezien van de in het overgangsprogramma voor 1992 vastgestelde 2 % zou voor elk programmajaar, dus voor het eerst op 31 december 1993, 25 % van de totale doelstelling, verminderd met 2 %, moeten zijn gerealiseerd.

5. *Tenuitvoerlegging, follow-up*

Opdat de maatregelen tot vermindering van de activiteit van de vaartuigen voor bepaalde segmenten van de vloot kunnen worden toegepast, moet de Commissie van de Lid-Staat de verzekering krijgen dat zij voor elk van de betrokken segmenten de beschikking krijgt over de volgende gegevens:

- gegevens inzake het activiteitspeil vóór het tijdstip van inwerkingtreding van de maatregelen (referentiebasis 1991);
- garanties met betrekking tot het bestaan van doeltreffende instrumenten voor het beheer van de aantallen zeedagen en de mogelijkheden om een vergunningssysteem te beheren, met name voor polyvalente vaartuigen;
- [1]→ "gegevens aan de hand waarvan de in het kader van dit programma uitgevoerde maatregelen kunnen worden gevolgd overeenkomstig het bepaalde in Verordening (EG) nr. 109/94 betreffende het communautaire gegevensbestand van vissersvaartuigen, en met name in de artikelen 4 en 5. "←[1]

[1]→" — "←[1]

[1]→" 6. "←[1] *Herziening van het programma*

Het programma kan op initiatief van de Commissie worden herzien om het in het licht van de ervaring bij te stellen of het aan te passen aan de vigerende nationale en communautaire voorschriften, dan wel om rekening te houden met nieuwe elementen die de uitvoering van het programma en het bereiken van de doelstellingen ten goede kunnen komen.

[1]→" — "←[1]

[1]→ " Zone	Segment	Categorie van het programma	Situatie van het vlootregister per 1 januari 1992, zoals gekend op het moment van de goedkeuring van de onderhavige beschikking			Doelstelling voor 31 december 1991		Vermindering per segment (%)	Doelstelling voor 31 december 1996			
			aantal vaartuigen	brt	kW	brt	kW		In capaciteit		In visserijinspanning (*)	
									brt	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Kustwateren, Gemeenschapswateren en Middellandse Zee	Trawlers, Multipurpose (1) en Dreggers	D10 + niet geïnclassificeerd	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Pelagische ringzegen, staand-wantvissers enz. + Canarische eilanden (2)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Subtotaal</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Derde landen en internationale wateren	Trawlers en multipurpose (1)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Pelagische ringzegen, staand-wantvissers enz.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Tonijnvloot (4)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Subtotaal</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
Totaal			19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Dit betreft de totale toegestane visserijinspanning van 1 januari 1992 tot 31 december 1996, berekend als de som van de tussentijdse jaarlijkse doelstellingen voor de visserijinspanning gedurende deze periode. De jaarlijkse doelstellingen zijn berekend als het resultaat van de vermenging van de tussentijdse jaarlijkse doelstellingen, uitgedrukt in capaciteits-eenheden met het aantal zeeclagen zoals bepaald in punt II van de bijlage. Voor segmenten waarvoor de doelstellingen uitsluitend via capaciteitsverminderingen bereikt moeten worden, zijn de desbetreffende kolommen leeg gelaten, omdat de activiteiten van vaartuigen in deze segmenten onderworpen is aan de bepalingen van artikel 5 van Verordening (EG) nr. 109/94.

De diensten van de Commissie zullen de doelstellingen van de programma's in GT uitdrukken zodra de Lid-Staten aan hun verplichtingen voldoen om de vloeten te meten zoals beschreven in Beschikking 95/84/EG.

(1) De vermindering geldt niet voor de capaciteit van de bij artikel 158 van het Toetredingsverdrag bedoelde vaartuigen. Deze zullen per 1 januari 1996 volwaardig in het programma worden geïntegreerd.

(2) Met inbegrip van de bij artikel 160 van het Toetredingsverdrag bedoelde vaartuigen, waarvoor ten aanzien van de beperking van de visserijinspanning tot en met 31 december 1995 andere regels gelden.

(3) Met inbegrip van 30 252 brt en 78 930 kW voor vaartuigen die in de NAFO-zone opereren, voor welke het maximumverminderingpercentage, zoals in het programma vastgelegd, van toepassing is.

(4) Stabilisatie voor de tonijnvloot van de in het overgangsprogramma 1992 vastgelegde doelstellingen.

De cijfers in deze tabel zijn voorlopig en worden vóór 30 juni 1995 herzien. " ← [1]

**DECISÃO DA COMISSÃO
de 21 de Dezembro de 1992
relativa a um programa de orientação plurianual da frota de pesca de Espanha, para o período 1993/1996,
em conformidade com o disposto no Regulamento (CEE) n° 4028/86[Ⓞ] do Conselho**

(Apenas faz fé o texto em língua espanhola)

(92/597/CEE)

(JO n° L 401 de 31. 12. 1992, p. 57)

Modificada por:

	n°	Jornal oficial página	data
[1] Decisão 95/247/CE da Comissão de 7 de Junho de 1995	L 166	37	15. 7. 1995

[Ⓞ] JO n° L 376 de 31.12.1986, p. 7. Revogado pelo Regulamento (CEE) n° 2080/93 - Artigo 9° - JO n° L 193 de 31. 7. 1993, p. 1.

Artigo 1º

É aprovado, com os limites e condições estabelecidos na presente decisão, e sob reserva da observância dos mesmos, o programa de orientação plurianual da frota de pesca para o período 1992/1996, transmitido em 30 de Abril de 1991, pelo Governo espanhol, que ulteriormente o completou.

Artigo 2º

A fim de assegurar um equilíbrio duradouro entre os recursos haliêuticos e o esforço de pesca da frota comunitária, Espanha procedeu à segmentação da sua frota de pesca do modo constante do anexo. [1]» "Ao esforço "«[1] de pesca dos segmentos assim obtidos são aplicáveis as seguintes reduções:

- 20 % no caso dos segmentos que praticam a pesca de arrasto pelo fundo de unidades populacionais demersais com redes de arrasto de parelha ou com redes de arrasto com portas,
- 15 % no caso dos navios de draga e dos arrastões de retrancas que pescam as unidades populacionais bentónicas,
- 0 %, ou seja, não aumento, no caso dos demais segmentos.

Estas reduções aplicam-se aos objectivos fixados em 31 de Dezembro de 1991, como ponto de partida do programa transitório para 1992 adoptado por Espanha, e com base na situação da frota de pesca em 1 de Janeiro de 1992, tal como apresentada por este Estado-membro.

Artigo 3º

1. As reduções do esforço de pesca podem resultar do efeito combinado da redução das capacidades e da redução da actividade.

2. A realização do objectivo global do programa, definido como a soma dos objectivos parciais por segmento, deve ser assegurada, pelo menos, em 55 %, através de reduções de capacidade.

3. A restante redução pode ser obtida através de medidas de redução da actividade, designadamente medidas de limitação do tempo no mar, desde que as mesmas assentem em disposições legislativas e administrativas de carácter permanente aceites pela Comissão e em técnicas por si aprovadas.

4. Os objectivos finais por segmento e os objectivos anuais intermédios indicativos serão determinados em conformidade com os pontos 2 e 4 das disposições complementares constantes do anexo.

Artigo 4º

Espanha comunicará anualmente à Comissão, [1]» "o mais tardar em 31 de Março de cada ano relativamente ao ano anterior que terminou em 31 de Dezembro "«[1], as informações respeitantes, para cada segmento da frota referido no anexo, ao número de navios registados, à arqueação e à potência que entraram em serviço e às que foram retiradas e, se for caso disso, nos termos de disposições especiais do programa, o tempo no mar por grupo homogéneo de navios e as suas variações semestrais.

Estas informações devem coincidir com as transmitidas em conformidade com o disposto no Regulamento (CEE) nº 163/89 da Comissão⁽¹⁾ e relativas ao ficheiro comunitário dos navios de pesca.

Artigo 5º

O Reino de Espanha é o destinatário da presente decisão.

⁽¹⁾ JO nº L 20 de 25. 1. 1989, p. 5.

[Ⓞ] Este regulamento foi revogado pelo Regulamento (CE) nº 109/94 - Artigo 10º - JO nº L 19 de 22. 1. 1994, p. 5.

ANEXO

PROGRAMA DE ORIENTAÇÃO PLURIANUAL DA FROTA DE PESCA DE ESPANHA RELATIVO AO PERÍODO 1993/1996

I. QUADROS DE OBJECTIVOS

(ver fim do anexo)

II. DISPOSIÇÕES COMPLEMENTARES

1. Segmentação

A segmentação da frota tem em conta os diferentes recursos pescados e as zonas de pesca (costeiras, comunitárias, internacionais/de países terceiros, mediterrânicas e águas das regiões ultraperiféricas comunitárias), os grupos de espécies-alvo (demersais, bentónicas e pelágicas) e as artes utilizadas.

Os segmentos assim determinados são homogéneos e impermeáveis, ou seja, os objectivos fixados para cada um deles deverão ser alcançados até ao final do programa.

[1]→" Identificação dos segmentos

Os Estados-membros transmitirão à Comissão, antes de 31 de Dezembro de 1994, uma lista de navios de cada segmento da frota com as suas características, em conformidade com os procedimentos previstos no Regulamento (CE) n° 109/94 da Comissão, de 19 de Janeiro de 1994, relativo ao ficheiro comunitário dos navios de pesca e, nomeadamente, no seu anexo I, bem como as categorias de programas nele definidas.

Agrupamento dos segmentos

Após acordo da Comissão, os Estados-membros podem agrupar vários segmentos das suas frotas. Neste caso, a taxa de redução aplicável é a correspondente às unidades populacionais-alvo mais sensíveis do grupo que pretende integrar o novo segmento assim constituído.

Gestão dos segmentos que incluem navios polivalentes

No caso de pescarias bem determinadas, os Estados-membros podem subsegmentar a frota constituída por navios polivalentes que pesquem alternadamente unidades populacionais demersais, bentónicas ou pelágicas. Cada subsegmento é definido pela soma do esforço de pesca exercido e registado como tal no quadro de objectivos constante do anexo da presente decisão. A gestão do respectivo esforço de pesca deve ser feita em conformidade com os procedimentos estabelecidos no artigo 4° do Regulamento (CE) n° 109/94. "←[1]

2. Objectivos finais por segmento

Estes objectivos são fixados em termos de capacidade [1]→" [arqueação em toneladas brutas (GT) e potência em quilovátios (kW)] "←[1], com base nos objectivos de partida fixados, em 31 de Dezembro de 1991, no programa transitório para 1992.

A determinação do objectivo por segmento é efectuada de acordo com a seguinte fórmula:

Sendo (a) um segmento cujas capacidades em arqueação e potência em 1 de Janeiro de 1992 são conhecidas e (y) a taxa de redução aplicável a tal segmento:

$$\text{Objectivo do segmento (a)} = (1 - y) \times \text{situação em 1. 1. 1992} \times \frac{\text{objectivo global em 31. 12. 1991}}{\text{situação global em 1. 1. 1992}}$$

[1]→" A aplicação da fórmula supramencionada para determinar os objectivos finais de cada segmento, expressos em toneladas brutas (GT), tem em conta, segmento por segmento, a estimativa da arqueação bruta em 1 de Janeiro de 1992 para cada um destes segmentos com base no disposto na Decisão 95/84/CE da Comissão⁽¹⁾ e, nomeadamente, os dados relativos à arqueação bruta da frota em 15 de Março de 1995, comunicados pelos Estados-membros à Comissão.

(1) JO n° L 67 de 25. 3. 1995, p. 33.

A utilização destes dados, segmento por segmento, para estimar as tonelagens brutas no início do programa tem em conta o historial dos navios conforme registado no ficheiro comunitário dos navios de pesca, incluindo o dos navios abatidos ou construídos entre 1 de Janeiro de 1992 e 15 de Dezembro de 1994.

A arqueação bruta (GT) da frota em 1 de Janeiro 1992 corresponde à soma das tonelagens brutas (GT) por segmento assim obtida.

O valor em arqueação bruta (GT) dos objectivos globais para 31 de Dezembro de 1991 é determinado através da aplicação da seguinte fórmula:

$$\text{obj. 91 (GT)} = \text{obj. 91 (TAB)} \times \text{sit. 91 (GT)/sit. 91 (TAB)}$$

sendo:

obj. 91 (GT)	=	objectivo para 31 de Dezembro de 1991 em arqueação bruta
obj. 91 (TAB)	=	objectivo para 31 de Dezembro de 1991 em arqueação de arqueação bruta
sit. 91 (GT)	=	situação em 1 de Janeiro de 1992 em arqueação bruta
sit. 91 (TAB)	=	situação em 1 de Janeiro de 1992 em arqueação de arqueação bruta.

A estimativa da arqueação GT em 1 de Janeiro de 1992 dos navios que, após essa data, foram definitivamente cancelados dos ficheiros nacional e comunitário dos navios de pesca e relativamente aos quais não podem ser aplicadas as fórmulas de nova medição definidas na Decisão 95/84/CE, realizar-se-á em conformidade com o rácio GT/TAB definido para os navios existentes, pertencentes à mesma classe de comprimento e ao mesmo segmento. "←[1]

3. Tomada em consideração das reduções de actividade

No final do programa, a actividade nos Estados-membros que apliquem esta disposição deve ter sido reduzida para o nível pré-determinado, respeitando os limites autorizados, de modo a que a soma das reduções de actividade anuais intermédias seja, pelo menos, igual à resultante de uma redução anual linear da actividade.

As reduções do esforço de pesca assim obtidas serão contabilizadas no final do programa, permitindo um reajustamento dos objectivos numa percentagem igual à representada pelas reduções de actividade em relação ao esforço global.

Do não recurso a estas medidas não poderá resultar um aumento da actividade.

4. Objectivos anuais intermédios

A fim de assegurar um bom acompanhamento baseado na realização progressiva dos objectivos previstos no programa, o mesmo fixará igualmente objectivos anuais intermédios, que serão expressos percentualmente em relação aos objectivos fixados nos anteriores programas em 31 de Dezembro de 1991.

Para além do objectivo único de 2 % fixado no programa transitório para 1992 deveria alcançar-se, em cada ano do programa, a partir de 31 de Dezembro de 1993, uma percentagem igual a 25 % do objectivo global, deduzida dos 2 % acima referidos.

5. Execução e acompanhamento

A execução das medidas de redução da actividade dos navios em determinados segmentos da frota exige que o Estado-membro garanta que a Comissão disporá, relativamente a cada segmento em causa, dos seguintes elementos:

- dados relativos ao nível de actividade anterior à entrada em vigor das medidas (base de referência 1991),
- garantia da existência de instrumentos eficazes para a gestão do tempo no mar e da capacidade de gerir regimes de licenças, nomeadamente para os navios polivalentes,
- [1]→" dados que permitam acompanhar o efeito das medidas executadas no âmbito do presente programa em conformidade com o disposto no Regulamento (CE) n° 109/94, relativo ao ficheiro comunitário dos navios de pesca, e, nomeadamente, nos seus artigos 4° e 5°. "←[1]

[1]→" ——— "←[1]

[1]→ " 6. " **←[1]** *Revisão do programa*

O presente programa poderá ser revisto por iniciativa da Comissão, a fim de, à luz da experiência adquirida e das disposições regulamentares, nacionais e comunitárias em vigor, tomar em consideração os novos elementos susceptíveis de melhorar as condições de execução do programa, garantindo, assim, um cumprimento mais cabal dos objectivos nele fixados.

[1]→ " ——— " **←[1]**

[1] → Zona	Segmento	Categoria do programa	Situação apresentada pelo ficheiro frota em 1. 1. 1992, tal como recensada no momento da adopção da presente decisão			Objectivos em 31. 12. 1991		Redução por segmento (%)	Objectivos em 31. 12. 1996			
			Nº de navios	TAB	kW	TAB	kW		Em capacidade		Em esforço de pesca (*)	
									TAB	kW	Σ (GT × t)	Σ (kW × t)
Águas comunitárias e águas mediterrânicas	Arrastões e polivalentes (1) e navios de draga	D10 (inclassificáveis)	2 730	150 775	505 286			20	136 748	442 193		
	Cercos pelágico, navios de pesca com rede, etc. e Canárias (2)	D11	15 840	140 596	616 059			0	146 742	628 246		
	<i>Subtotal</i>		18 570	291 371	1 121 345				283 490	1 070 439		
Águas internacionais e de países terceiros	Arrastões e polivalentes (1)	G12	837	263 274	570 207			15	233 565	494 264		
	Cercos pelágico, navios de pesca com rede, etc.	G26	392	31 810	99 131			0	33 201	101 092		
	Frota atuneira (4)	G28	51	58 648	126 759				67 918	138 133		
	<i>Subtotal</i>		1 280	353 732	796 097				334 684	733 489		
	<i>Total</i>		19 850	645 103	1 917 442	673 303	1 955 372		618 174	1 803 927		

(*) Isto refere-se à totalidade dos esforços de pesca entre 1 de Janeiro de 1992 e 31 de Dezembro de 1996, calculada como a soma dos objectivos anuais intermédios de esforço de pesca durante este período. Os objectivos anuais são calculados como o produto dos objectivos intermédios indicados em unidades de capacidade pelo valor de referência do número de dias de mar como definido no ponto II do anexo. Para os segmentos para os quais os objectivos devem ser atingidos pelas reduções puras de capacidade, estas colunas deverão ficar em branco, tendo em conta que a actividade dos navios destes segmentos mantém-se ao abrigo das disposições do artigo 5º do regulamento (CE) n.º 109/94.

Os serviços da Comissão deverão adoptar os objectivos dos programas esportivos em GT, à medida que os Estados-membros preencham as obrigações relativas ao redimensionamento das suas frotas tais como descritos na Decisão 95/84/CE.

(1) A redução não é aplicável às capacidades dos navios abrangidos pelo artigo 158º do Tratado de Adesão. A plena integração destes navios no programa far-se-á em 1 de Janeiro de 1996.

(2) Incluindo os navios abrangidos pelo artigo 160º do Tratado de Adesão, cujos esforços de pesca são limitados em conformidade com outras regras até 31 de Dezembro de 1995.

(3) Incluindo os navios que operam na zona NAFO para 30 252 TAB e 78 930 kW e para os quais as capacidades serão influenciadas pelo mais elevado coeficiente de redução previsto pelo programa.

(4) Estabilização da frota atuneira aos objectivos fixados pelo programa transitório de 1992.

Os valores deste quadro são provisórios e serão revistos antes de 30 de Junho de 1995. "←[1]"

COLLECTION OF CONSOLIDATED TEXTS/ RECUEIL DE TEXTES CONSOLIDÉS

09.12.1996

<p align="center">In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")</p>	<p>W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.</p>	<p align="center">REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)</p>	<p align="center">Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)</p>
(01) General, Financial and Institutional Matters			(01) Questions générales, financières et Institutionnelles
<i>(01.10) Principles, Objectives and Tasks of the Treaties</i> (385D0008) 85/8/EEC - Council Decision of 19.12.84	Z	SG.B.4 (96) P. 511 CM-33-96-042-1F-C	<i>(01.10) Principes, objectifs et missions des traités</i> (385D0008) 85/8/CEE - Décision du Conseil du 19.12.84
(02) Customs Union and Free Movement of Goods			(02) Union douanière et libre circulation des marchandises
<i>(02.30) Application of the Common Customs Tariff</i> (395R2651) Council Regulation (EC) No 2651/95 of 23.10.95	Z	SG.B.4 (96) P. 515	<i>(02.30) Application des tarifs douaniers communs</i> (395R2651) Règlement (CE) n° 2651/95 du Conseil du 23.10.95
<i>(02.30.30) Application of the Common Customs Tariff</i> (391R3900) Council Regulation (EEC) No 3900/91 of 16.12.91	X	SG.B.4 (96) P. 502 CM-33-96-046-9A-C	<i>(02.30.30) Application des tarifs douaniers communs</i> (391R3900) Règlement (CEE) n° 3900/91 du Conseil du 16.12.91
<i>(02.40.10.10) Free Movement of Goods</i> (389R4060) Council Regulation (EEC) No 4060/89 of 21.12.89	Z	SG.B.4 (96) P. 499 CM-33-96-041-1F-C	<i>(02.40.10.10) Libre circulation des marchandises</i> (389R4060) Règlement (CEE) n° 4060/89 du Conseil du 21.12.89
(03) Agriculture			(03) Agriculture
<i>(03.20.20) EAGGF (Guidance Section)</i> (388R4256) Council Regulation (EEC) No 4256/88 of 19.12.88	X - Y	SG.B.4 (96) P.482 (X) SG.B.4 (96) P. 547 (Y) CM-33-96-025-28-C (Y)	<i>(03.20.20) FEOGA, Section «Orientation»</i> (388R4256) Règlement (CEE) n° 4256/88 du Conseil du 19.12.88

A

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
<i>(03.40.20) Other Monetary Measures</i>			<i>(03.40.20) Autres mesures monétaires</i>
(390R1866) Commission Regulation (EEC) No 1866/90 of 02.07.90	X - Y	SG.B.4 (96) P. 489 (X) CM-33-96-031-9A-C (X) SG.B.4 (96) P. 543 (Y) CM-33-96-090-28-C (Y)	(390R1866) Règlement (CEE) n° 1866/90 de la Commission du 02.07.90
(04) Fisheries			(04) Pêche
<i>(04.10.10) Structural Measures</i>			<i>(04.10.10) Mesures structurelles</i>
(392D0588) 92/588/EEC - Commission Decision of 21.12.92	X	SG.B.4 (96) P. 562 CM-33-96-091-9A-C	(392D0588) 92/588/CEE - Décision de la Commission du 21.12.92
<i>(04.10.30.20) Other Conservation Measures</i>			<i>(04.10.30.20) Autres mesures de conservation</i>
(384R3440) Commission Regulation (EEC) No 3440/84 of 06.12.84	Z	SG.B.4 (96) P. 535 CM-33-96-084-1F-C	(384R3440) Règlement (CEE) n° 3440/84 de la Commission du 06.12.84
(385R3717) Commission Regulation (EEC) No 3717/85 of 27.12.85	Z	SG.B.4 (96) P. 503 CM-33-96-048-1F-C	(385R3717) Règlement (CEE) n° 3717/85 de la Commission du 27.12.85
(385R3718) Commission Regulation (EEC) No 3718/85 of 27.12.85	Z	SG.B.4 (96) P. 504 CM-33-96-057-1F-C	(385R3718) Règlement (CEE) n° 3718/85 de la Commission du 27.12.85
(387R2241) Council Regulation (EEC) No 2241/87 of 23.07.87	Z	SG.B.4 (96) P. 505 CM-33-96-049-1F-C	(387R2241) Règlement (CEE) n° 2241/87 du Conseil du 23.07.87
(05) Freedom of Movement for Workers and Social Policy			(05) Libre circulation des travailleurs et politique sociale
<i>(05.10) Freedom of Movement for Workers</i>			<i>(05.10) Libre circulation des travailleurs</i>
(368L0360) 68/360/EEC - Council Decision of 15.10.68	Z	CM-33-96-080-1F-C	(368L0360) 68/360/CEE - Décision du Conseil du 15.10.68
(368R1612) Regulation (EEC) No 1612/68 of the Council of 15.10.68	Z	SG.B.4 (96) P. 530	(368R1612) Règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15.10.68
<i>(05.20) Social Policy</i>			<i>(05.20) Politique sociale</i>
(380L0987) 80/987/EEC - Council Directive of 20.10.80	Z	SG.B.4 (96) P. 528	(380L0987) 80/987/CEE - Directive du Conseil du 20.10.80
(380L1107) 80/1107/EEC - Council Directive of 27.11.80	Z	SG.B.4 (96) P. 523 CM-33-96-092-1F-C	(380L1107) 80/1107/CEE - Directive du Conseil du 27.11.80

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(388R4255) Council Regulation (EEC) No 4255/88 of 19.12.88	X - Y	SG.B.4 (96) P. 481 (X) CM-33-96-024-9A-C (X) SG.B.4 (96) P. 546 (Y) CM-33-96-094-28-C (Y)	(388R4255) Règlement (CEE) n° 4255/88 du Conseil du 19.12.88
(391D0544) 91/544/EEC - Commission Decision of 17.10.91	X	SG.B.4 (96) P. 520	(391D0544) 91/544/CEE - Décision de la Commission du 17.10.91
<i>(05.20.05) General Social Provisions</i>			<i>(05.20.05) Dispositions sociales générales</i>
(375R1365) Council Regulation (EEC) No 1365/75 of 26.05.75	Z	CM-33-96-081-1F-C	(375R1365) Règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26.05.75
(382D0043) 82/43/EEC - Commission Decision of 09.12.81	Z	SG.B.4 (96) P. 521	(382D0043) 82/43/CEE - Décision de la Commission du 09.12.81
(385D0013) 85/13/EEC - Commission Decision of 19.12.84	Z	SG.B.4 (96) P. 509 CM-33-96-051-1F-C	(385D0013) 85/13/CEE - Décision de la Commission du 19.12.84
(385D0516) 85/516/EEC - Commission Decision of 18.11.85	Z	CM-33-96-078-1F-C	(385D0516) 85/516/CEE - Décision de la Commission du 18.11.85
<i>(05.20.10) European Social Fund</i>			<i>(05.20.10) Fonds Social Européen</i>
(383D0516) 83/516/EEC - Council Decision of 17.10.83	Z	SG.B.4 (96) P. 513 CM-33-96-054-1F-C	(383D0516) 83/516/CEE - Décision du Conseil du 17.10.83
<i>(05.20.10.30) Operations of the ESF</i>			<i>(05.20.10.30) Interventions du FSE</i>
(384R0815) Council Regulation (EEC) No 815/84 of 26.03.96	X	SG.B.4 (96) P. 519	(384R0815) Règlement (CEE) n° 815/84 du Conseil du 26.03.84
<i>(05.20.20.10) Safety at Work</i>			<i>(05.20.20.10) Sécurité des travailleurs</i>
(457D0831(01)) ESCS Council of Ministers - Decision	Z	SG.B.4 (96) P. 532 CM-33-96-085-1F-C	(457D0831(01)) CECA Conseil de ministres - Décision
(374D0325) 74/325/EEC - Council Decision of 27.06.74	Z	SG.B.4 (96) P. 510 CM-33-96-052-1F-C	(374D0325) 74/325/CEE - Décision du Conseil du 27.06.74
(388D0383) 88/383/EEC - Commission Decision of 24.02.88	Z	SG.B.4 (96) P. 512 CM-33-96-053-1F-C	(388D0383) 88/383/CEE - Décision de la Commission du 24.02.88
(389L0655) 89/655/EEC - Council Directive of 30.11.89	Z	CM-33-96-083-1F-C	(389L0655) 89/655/CEE - Directive de la Commission du 30.11.89
(390L0679) 90/679/EEC - Council Directive of 26.11.90	Z	SG.B.4 (96) P. 534	(390L0679) 90/679/CEE - Directive du Conseil du 26.11.90
(394R2062) Council Regulation (EC) No 2062/94 of 18.07.94	Z	CM-33-96-079)1F-C	(394R2062) Règlement (CE) n° 2062/94 du Conseil du 18.07.94
<i>(05.20.30.10) Programmes and Statistics</i>			<i>(05.20.30.10) Programmes et statistiques</i>
(370D0532) 70/532/EEC - Council Decision of 14.12.70	Z	SG.B.4 (96) P. 524	(370D0532) 70/532/CEE - Décision du Conseil du 14.12.70
<i>(05.20.30.30) Employment Incentives</i>			<i>(05.20.30.30) Incitants à l'emploi</i>
(375R0337) Regulation (EEC) No 337/75 of the Council of 10.02.75	Z	CM-33-96-082-1F-C	(375R0337) Règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil du 10.02.75

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(376R1416) Council Regulation (EEC) No 1416/76 of 01.06.76	Z	SG.B.4 (96) P. 527	(376R1416) Règlement (CEE) n° 1416/76 du Conseil du 01.06.76
(07) Transport Policy			(07) Politique des transports
<i>(07.05) General</i> (362D0308P0720) EEC - Council Decision	Z	SG.B.4 (96) P.500 CM-33-96-044-1F-C	<i>(07.05) Généralités</i> (362D0308P0720) CEE - Décision du Conseil
<i>(07.20) Inland Transport</i> (360R0011) EEC Council: Regulation No 11	Z	SG.B.4 (96) P. 497 CM-33-96-055-1F-C	<i>(07.20) Transports terrestres</i> (360R0011) CEE Conseil: Règlement n° 11
(362R0141) EEC - Regulation No 141 of the Council	Z	SG.B.4 (96) P. 496 CM-33-96-047-1F-C	(362R0141) CEE - Règlement n° 141 du Conseil
(389R1101) Council Regulation (EEC) No 1101/89 of 27.04.89	Z	SG.B.4 (96) P. 498	(389R1101) Règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil du 27.04.89
<i>(07.20.20) State intervention</i> (389R1102) Commission Regulation (EEC) No 1102/89 of 27.04.89	X	SG.B.4 (96) P. 542 CM-33-96-065-9A-C	<i>(07.20.20) Interventions étatiques</i> (389R1102) Règlement (CEE) n° 1102/89 de la Commission du 27.04.90
<i>(07.30) Shipping</i> (388R4260) Commission Regulation (EEC) No 4260/88 of 16.12.88	X	CM-33-96-086-9A-C	<i>(07.30) Transports maritimes</i> (388R4260) Règlement (CEE) n° 4260/88 de la Commission du 16.12.88
(392R0479) Council Regulation (EEC) No 479/92 of 25.02.92	Z	SG.B.4 (96) P. 507 CM-33-96-043-1F-C	(392R0479) Règlement (CEE) n° 479/92 du Conseil du 25.02.92
<i>(07.30.10) Competition Rules</i> (386R4056) Council Regulation (EEC) No 4056/86 of 22.12.86	X	SG.B.4 (96) P. 548 CM-33-96-093-9A-C	<i>(07.30.10) Règles de concurrence</i> (386R4056) Règlement (CEE) n° 4056/86 du Conseil du 22.12.86
<i>(07.40) Air Transport</i> (387R3976) Council Regulation (EEC) No 3976/87 of 14.12.87	X	SG.B.4 (06) P. 508 CM-33-96-035-9A-C	<i>(07.40) Transport aérien</i> (387R3976) Règlement (CEE) n° 3976/87 du Conseil du 14.12.87
(393R3652) Commission Regulation (EEC) No 3652/93 of 22.12.93	X	SG.B.4 (96) P.492 CM-33-96-033-9A-C	(393R3652) Règlement (CEE) n° 3652/93 de la Commission du 22.12.93

D

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(07.40.10) Competition Rules			(07.40.10) Règles de concurrence
(387R3975) Council Regulation (EEC) No 3975/87 of 14.12.87	X	SG.B.4 (96) P. 555 CM-33-96-071-9A-C	(387R3975) Règlement (CEE) n° 3975/87 du Conseil du 14.12.87
(388R4261) Commission Regulation (EEC) No 4261/88 of 16.12.88	Z	SG.B.4 (96) P. 539 CM-33-96-070-1F-C	(388R4261) Règlement (CEE) n° 4261/88 de la Commission du 16.12.88
(08) Competition Policy			(08) Politique de la concurrence
(08.20) Restrictive Practices			(08.20) Ententes
(383R1983) Commission Regulation (EEC) No 1983/83 of 22.06.83	Z	SG.B.4 (96) P. 553 CM-33-96-072-1F-C	(383R1983) Règlement (CEE) n° 1983/83 de la Commission du 22.06.83
(392R3932) Commission Regulation (EEC) No 3932/92 of 21.12.92	Z	SG.B.4 (96) P. 506 CM-33-96-050-1F-C	(392R3932) Règlement (CEE) n° 3932/92 de la Commission du 21.12.92
(08.20.20) Authorized Agreements, Exemptions and Negative Clearances			(08.20.20) Accords autorisés, exemptions et attestations négatives
(383R1984) Commission Regulation (EEC) No 1984/83 of 22.06.83	Z	SG.B.4 (96) P. 550 CM-33-96-089-1F-C	(383R1984) Règlement (CEE) n° 1984/83 de la Commission du 22.06.83
(385R0417) Commission Regulation (EEC) No 417/85 of 19.12.1984	Z	SG.B.4 (96) P. 549 CM-33-96-087-1F-C	(385R0417) Règlement (CEE) n° 417/85 de la Commission du 19.12.85
(10) Economic and Monetary Policy and Free Movement of Capital			(10) Politique économique et monétaire et libre circulation des cap
(10.30.20) Instruments of Economic Policy			(10.30.20) Instruments de politique économique
(377D0271) 77/271/Euratom - Council Decision of 29.03.77	X	SG.B.4 (95) P. 408 CM-33-96-021-9A-C	(377D0271) 77/271/Euratom - Décision du Conseil du 29.03.77
(11) External Relations			(11) Relations extérieures
(11.70.30) Generalized System of Preferences			(11.70.30) Système des préférences généralisées
(390R3833) Council Regulation (EEC) No 3833/90 of 20.12.90	W	—	(390R3833) Règlement (CEE) n° 3833/90 du Conseil du 20.12.90
(390R3835) Council Regulation (EEC) No 3835/90 of 20.12.90	X	SG.B.4 (96) P. 501 CM-33-96-062-9A-C	(390R3835) Règlement (CEE) n° 3835/90 du Conseil du 20.12.90

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(12) Energy			(12) Énergie
<i>(12.20.20) Competition: rates and other conditions of sale</i> (353D7030) Decision No 30-53 ECSC of 02.05.1953	X	SG.B.4 (95) P. 406 CM-33-96-019-9A-C	<i>(12.20.20) Concurrence: prix et autres conditions de vente</i> (353D7030) Décision N° 30-53 CECA du 02.05.1953
<i>(12.40.20) Power Stations and Joint Undertakings</i> (377D0270) 77/270/Euratom - Council Decision of 29.03.77	X	SG.B.4 (95) P. 407 CM-33-96-020-9A-C	<i>(12.40.20) Centrales et entreprises communes</i> (377D0270) 77/270/Euratom - Décision du Conseil du 29.03.77
(13) Industrial Policy and Internal Market			(13) Politique industrielle et marché intérieur
<i>(13.30.13) Electrical Material</i> (383L0477) 83/477/EEC - Council Directive of 19.09.83	Z	SG.B.4 (96) P. 517	<i>(13.30.13) Matériel électrique</i> (383L0477) 83/477/CEE - Directive du Conseil du 19.09.83
<i>(13.30.14) Foodstuffs</i> (389L0396) 89/396/EEC - Council Directive of 14.06.89	X	SG.B.4 (95) P.405 CM-33-96-018-9A-C	<i>(13.30.14) Denrées alimentaires</i> (389L0396) 89/396/CEE - Directive du Conseil du 14.06.89
<i>(13.30.99) Other Sectors for Approximation of Laws</i> (389L0104) 89/104/EEC - First Council Directive of 21.12.88	X	SG.B.4 (96) P.491 CM-33-96-029-9A-C	<i>(13.30.99) Autres secteurs de rapprochement des législations</i> (389L0104) 89/104/CEE - Première Directive du Conseil du 21.12.88
(14) Regional Policy and Coordination of Structural Instruments			(14) Politique régionale et coordination des instruments structurels
<i>(14.20) European Regional Development Fund</i> (388R4254) Council Regulation (EEC) No 4254/88 of 19.12.88	X	SG.B.4 (96) P.480 CM-33-96-023-9A-C	<i>(14.20) Fonds européen de développement régional</i> (388R4254) Règlement (CEE) n° 4254/88 du Conseil du 19.12.88
<i>(14.50) Coordination of Structural Instruments</i> (388R2052) Council Regulation (EEC) No 2052/88 of 24.06.88	X	SG.B.4 (96) P. 488 CM-33-96-030-9A-C	<i>(14.50) Coordination des instruments structurels</i> (388R2052) Règlement (CEE) n° 2052/88 du Conseil du 24.06.88
<i>(388R4253) Council Regulation (EEC) No 4253/88 of 19.12.88</i>	X	SG.B.4 (96) P.479 CM-33-96-022-9A-C	<i>(388R4253) Règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil du 19.12.88</i>

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(15) Environment, Consumers and Health Protection			(15) Environnement, consommateurs et protection de la santé
<i>(15.10.20.20) - Water Protection and Management</i>			<i>(15.10.20.20) - Protection et gestion des eaux</i>
(375L0440) 75/440/EEC - Council Directive of 16.06.75	X - Y	SG.B.4 (95) P. 373 (X) SG.B.4 (96) P. 464 (Y) CM-33-96-002-9A-C (X) CM-33-96-002-28-C (Y)	(375L0440) 75/440/CEE - Directive du Conseil du 16.06.75
(376L0160) 76/160/EEC - Council Directive of 08.12.75	X - Y	SG.B.4 (95) P. 382 (X) SG.B.4 (96) P. 472 (Y) CM-33-96-010-9A-C (X) CM-33-96-010-28-C (Y)	(376L0160) 76/160/CEE - Directive du Conseil du 08.12.75
(379L0869) 79/869/EEC - Council Directive of 09.10.79	X - Y	SG.B.4 (95) P. 376 (X) SG.B.4 (96) P. 467 (Y) CM-33-96-008-9A-C (X) CM-33-96-008-28-C (Y)	(379L0869) 79/869/CEE - Directive du Conseil du 09.10.79
(380L0068) 80/68/EEC - Council Directive of 17.12.79	X - Y	SG.B.4 (95) P. 387 (X) SG.B.4 (96) P. 475 (Y) CM-33-96-015-9A-C (X)	(380L0068) 80/68/CEE - Directive du Conseil du 17.12.79
(382L0176) 82/176/EEC - Council Directive of 22.03.82	X - Y	SG.B.4 (95) P. 392 (X) SG.B.4 (96) P. 463 (Y)	(382L0176) 82/176/CEE - Directive du Conseil du 22.03.82
(383L0513) 83/513/EEC - Council Directive of 26.09.83	X - Y	SG.B.4 (95) P. 396 (X) SG.B.4 (96) P. 478 (Y)	(383L0513) 83/513/CEE - Directive du Conseil du 26.09.83
(384L0491) 84/491/EEC - Council Directive of 09.10.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 391 (X) SG.B.4 (96) P. 462 (Y)	(384L0491) 84/491/CEE - Directive du Conseil du 09.10.84
(386L0280) 86/280/EEC - Council Directive of 12.06.86	X - Y	SG.B.4 (95) P. 386 (X) CM-33-96-014-9A-C (X) SG.B.4 (96) P. 495 (Y) CM-33-96-088-28-C (Y)	(386L0280) 86/280/CEE - Directive du Conseil du 12.06.86
<i>(15.10.20.30) - Monitoring of Atmospheric Pollution</i>			<i>(15.10.20.30) - Contrôle de la pollution atmosphérique</i>
(380L0779) 80/779/EEC - Council Directive of 15.07.80	X - Y	SG.B.4 (95) P. 385 (X) SG.B.4 (96) P. 474 (Y) CM-33-96-013-9A-C (X)	(380L0779) 80/779/CEE - Directive du Conseil du 15.07.80
(382L0884) 82/884/EEC - Council Directive of 03.12.82	X - Y	SG.B.4 (95) P. 381 (X) SG.B.4 (96) P. 460 (Y) CM-33-96-007-9A-C (X) CM-33-96-007-28-C (Y)	(382L0884) 82/884/CEE - Directive du Conseil du 03.12.82

G

H

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(385L0203) 85/203/EEC - Council Directive of 07.03.85	X - Y	SG.B.4 (95) P. 374 (X) SG.B.4 (96) P. 465 (Y) CM-33-96-005-9A-C (X) CM-33-96-005-28-C (Y)	(385L0203) 85/203/CEE - Directive du Conseil du 07.03.85
(385L0210) 85/210/EEC - Council Directive of 20.03.85	X - Y	SG.B.4 (95) P. 377 (X) SG.B.4 (96) P. 468 (Y) CM-33-96-004-9A-C (X) CM-33-96-004-28-C (Y)	(385L0210) 85/210/CEE - Directive du Conseil du 20.03.85
(387L0217) 87/217/EEC - Council Directive of 19.03.87	X - Y	SG.B.4 (95) P. 375 (X) SG.B.4 (96) P. 466 (Y) CM-33-96-001-9A-C (X) CM-33-96-001-28-C (Y)	(387L0217) 87/217/CEE - Directive du Conseil du 19.03.87
(388L0077) 88/77/EEC - Council Directive of 03.12.87	X	SG.B.4 (95) P. 393 CM-33-96-017-9A-C	(388L0077) 88/77/CEE - Directive du Conseil du 03.12.87
<i>(15.10.20.40) - Prevention of Noise Pollution</i>			<i>(15.10.20.40) - Prévention des nuisances sonores</i>
(379L0113) 79/113/EEC - Council Directive of 19.12.78	X - Y	SG.B.4 (95) P. 380 (X) SG.B.4 (96) P. 471 (Y) CM-33-96-006-9A-C (X) CM-33-96-006-28-C (Y)	(379L0113) 79/113/CEE - Directive du Conseil du 19.12.78
(380L0051) 80/51/EEC - Council Directive of 20.12.79	X - Y	SG.B.4 (95) P. 378 (X) SG.B.4 (96) P. 469 (Y) CM-33-96-003-9A-C (X) CM-33-96-003-28-C (Y)	(380L0051) 80/51/CEE - Directive du Conseil du 20.12.79
(384L0533) 84/533/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 389 (X) SG.B.4 (96) P. 476 (Y)	(384L0533) 84/533/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(384L0534) 84/534/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 383 (X) SG.B.4 (96) P. 473 (Y) CM-33-96-011-9A-C (X)	(384L0534) 84/534/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(384L0535) 84/535/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 395 (X) SG.B.4 (96) P. 484 (Y) CM-33-96-026-9A-C (X)	(384L0535) 84/535/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(384L0536) 84/536/EEC - Council Directive of 17.09.84	X	SG.B.4 (95) P. 394	(384L0536) 84/536/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(384L0536) 84/536/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 485 (X) SG.B.4 (96) P. 486 (Y) CM-33-96-027-9A-C (X)	(384L0536) 84/536/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84

In this series (between brackets, the references to the "Directory of Community Legislation")	W: EN + FR X: 9 lang. Y: FI + SV Z: 11 lang.	REFERENCES SG.B.4 (intern. public.) CM- (OPOCE/OOPEC)	Font l'objet de cette série (entre parenthèses les références du «Répertoire de la Législation communautaire»)
			09.12.1996
(384L0537) 84/537/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 379 (X) SG.B.4 (96) P. 470 (Y) CM-33-96-009-9A-C (X) CM-33-96-009-28-C (Y)	(384L0537) 84/537/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(384L0538) 84/538/EEC - Council Directive of 17.09.84	X - Y	SG.B.4 (95) P. 390 (X) SG.B.4 (96) P. 477 (Y) CM-33-96-040-9A-C (X) CM-33-96-045)28-C (Y)	(384L0538) 84/538/CEE - Directive du Conseil du 17.09.84
(386L0662) 86/662/EEC - Council Directive of 22.12.86	X - Y	SG.B.4 (95) P. 384 (X) SG.B.4 (96) P. 494 (Y) CM-33-96-012-9A-C (X)	(386L0662) 86/662/CEE - Directive du Conseil du 22.12.86
<i>(15.10.30.30) - Waste Management and Clean Technology</i>			<i>(15.10.30.30) - Gestion des déchets et technologies propres</i>
(375L0439) 75/439/EEC - Council Directive of 16.06.75	X - Y	SG.B.4 (95) P. 388 (X) SG.B.4 (96) P. 461 (Y) CM-33-96-016-9A-C (X)	(375L0439) 75/439/CEE - Directive du Conseil du 16.06.75
<i>(15.20.40) Protection of Economic Interests</i>			<i>(15.20.40) Protection des intérêts économiques</i>
(387L0102) 87/102/EEC - Council Directive of 22.12.86	X	SG.B.4 (96) P. 493 CM-33-96-034-9A-C	(387L0102) 87/102/CEE - Directive du Conseil du 22.12.86
(17) Law relating to Undertakings			(17) Droit des entreprises
<i>(17.20) Intellectual Property Law</i>			<i>(17.20) Droit de la propriété intellectuelle</i>
(389D0196) 89/196/EEC, Euratom, ECSC - Commission Decision of 03.03.89	X	SG.B.4 (96) P.490 CM-33-96-032-9A-C	(389D0196) 89/196/CEE, Euratom, CECA - Décision de la Commission du 03.03.89
(394R0044) Council Regulation (EC) No 40/94 of 20.12.93	X	SG.B.4 (96) P. 487	(394R0044) Règlement (CE) n° 40/94 du Conseil du 20.12.93

European Commission
Commission européenne

Collection of consolidated texts – 392 D 0597
Recueil de textes consolidés – 392 D 0597

Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities
Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1996 — 80 pp. — 21 × 29.7 cm

ISBN 92-827-9434-2

Price (excluding VAT) in Luxembourg: ECU 11.50
Prix au Luxembourg, TVA exclue:

BELGIQUE/BELGIE

Moniteur belge/Belgisch Staatsblad

Rue de Louvain 40-42/
Leuvenseweg 40-42
B-1000 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 552 22 11
Fax (32-2) 511 01 84

Jean De Lannoy

Avenue du Roi 202/
Koningslaan 202
B-1060 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 538 51 69
Fax (32-2) 538 08 41
e-mail: jean.de.lannoy@infoboard.be

**Librairie européenne/
Europese Boekhandel**

Rue de la Loi 244/
Wetstraat 244
B-1040 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 295 26 39
Fax (32-2) 735 08 60

DANMARK

J. H. Schultz Information A/S

Herstedvang 10-12
DK-2620 Albertslund
Tif. (45) 43 63 23 00
Fax (45) 43 63 19 69
e-mail: schultz@schultz.dk

DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag

Breite Straße 78-80
Postfach 10 05 34
D-50667 Köln
Tel. (49-221) 20 29 0
Fax (49-221) 20 29 278

GREECE/ELLADA

G.C. Eleftheroudakis SA

International Bookstore
Panepistimiou 17
GR-105 64 Athens
Tel. (30-1) 331 41 82
Fax (30-1) 323 98 21

ESPAÑA

Mundi Prensa Libros, SA

Castelló, 37
E-28001 Madrid
Tel. (34-1) 431 33 99/431 32 22/435 36 37
Fax (34-1) 575 39 98
e-mail: mundiprensa@tsai.es

Boletín Oficial del Estado

Trafalgar 27-29
E-28010 Madrid
Tel. (34-1) 538 22 95/538 22 97
Fax (34-1) 538 22 67

Sucursal:

Mundi Prensa Barcelona

Consell de Cent, 391
E-08009 Barcelona
Tel. (34-3) 488 34 92
Fax (34-3) 487 76 59

Libreria de la Generalitat de Catalunya

Rambra dels Estudis, 118
Palau Moja
E-08002 Barcelona
Tel. (34-3) 302 68 35/302 64 62
Fax (34-3) 302 12 99

FRANCE

Journal officiel

Service des publications des CE
26, rue Desaix
F-75727 Paris Cedex 15
Tél. (33-1) 40 58 77 01/31
Fax (33-1) 40 58 77 00

IRELAND

Government Supplies Agency

Publications Section
4-5 Harcourt Road
Dublin 2
Tel. (353-1) 661 31 11
Fax (353-1) 475 27 60

ITALIA

Licosa SpA

Via Duca di Calabria 1/1
Casella postale 552
I-50125 Firenze
Tel. (39-55) 64 54 15
Fax (39-55) 64 12 57
e-mail: licosa@fbcc.it

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Messageries du livre Sàrl

5, rue Raiffeisen
L-2411 Luxembourg
Tél. (352) 40 10 20
Fax (352) 490 661
e-mail: mdl@pt.lu

Abonnements:

Messageries Paul Kraus

11, rue Christophe Plantin
L-2339 Luxembourg
Tél. (352) 499 88 88
Fax (352) 499 888 444
e-mail: mpk@pt.lu

NEDERLAND

SDU Uitgeverijen

Externe Fondsen
Christoffel Plantijnstraat 2
Postbus 20014
2500 EA 's-Gravenhage
Tel. (31-70) 378 98 80
Fax (31-70) 378 97 83

ÖSTERREICH

**Manz'sche Verlags-
und Universitätsbuchhandlung Gmbh**

Siebenbrunnengasse 21
Postfach 1
A-1050 Wien
Tel. (43-1) 53 161 (334 oder 340)
Fax (43-1) 53 161 (339)
e-mail: auslieferung@manz.co.at

PORTUGAL

Imprensa Nacional-Casa da Moeda, EP

Rua Marquês de Sá da Bandeira, 16 A
P-1050 Lisboa Codex
Tel. (351-1) 353 03 99
Fax (351-1) 353 02 94/384 01 32

Distribuidora de Livros

Bertrand Ld.^ª
Grupo Bertrand, SA
Rua das Terras dos Vales, 4-A
Apartado 60037
P-2700 Amadora Codex
Tel. (351-1) 495 90 50/495 87 87
Fax (351-1) 496 02 55

SUOMI/FINLAND

**Akateeminen Kirjakauppa /
Akademiska Bokhandeln**

Pohjoisesplanadi 39/
Norra esplanaden 39
PL/PB 128
FIN-00101 Helsinki/Helsingfors
Tel. (358) 121 41
Fax (358) 121 44 35
e-mail: akatilaus@stockmann.mailnet.fi

SVERIGE

BTJ AB

Traktorvägen 11
PO Box 200
S-221 00 LUND
Tel. (46) 18 00 00
Fax (46) 18 01 25

UNITED KINGDOM

HMSO Books (Agency Section)

HMSO Publications Centre
51, Nine Elms Lane
London SW8 5DR
Tel. (44-171) 873 9090
Fax (44-171) 873 8463

ICELAND

Bokabud Larusar Blöndal

Skólavörðustíg, 2
IS-101 Reykjavík
Tel. (354) 55 15 650
Fax (354) 55 25 560

NORGE

NIC Info A/S

Bertrand Narvesens vei 2
Boks 6512 Etterstad
N-0606 Oslo
Tel. (47-22) 57 33 34
Fax (47-22) 68 19 01

SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

OSEC

Stampfenbachstraße 85
CH-8035 Zürich
Tel. (41-1) 365 54 54
Fax (41-1) 365 54 11
e-mail: urs.leimbacher@ecs.osec.inet.ch

BÄLGARIJA

Europress Klassica Bk Ltd

76, Gurko Street
BG-1463 Sofia
Tel. (359-2) 81 64 73
Fax (359-2) 81 64 73

ČESKÁ REPUBLIKA

NIS ČR - prodejna

Konviktská 5
CZ-113 57 Praha 1
Tel. (42-2) 24 22 94 33/24 23 09 07
Fax (42-2) 24 22 94 33
e-mail: nkposp@dec.nis.cz

HRVATSKA

Mediatrade Ltd

Pavla Hatza 1
HR-4100 Zagreb
Tel. (38-1) 43 03 92
Fax (38-1) 44 40 59

MAGYARORSZÁG

Euro Info Service

Európa Ház
Margitsziget
H-1138 Budapest
Tel. (36-1) 11 16 061/11 16 216
Fax (36-1) 302 50 35

POLSKA

Business Foundation

ul. Krucza 38/42
PL-00-512 Warszawa
Tél. (48-22) 621 99 93/628 28 82
Fax (48-22) 621 97 61- Free line (0-39) 12 00 77

ROMÂNIA

Euromedia

Str. G-ral Berthelot Nr 41
RO-70749 Bucuresti
Tél. (41) 210 44 01/614 06 64
Fax (41) 210 44 01

RUSSIA

CCEC

9,60-letiya Oktyabrya Av.
117312 Moscow
Tel. (095) 135 52 27
Fax (095) 135 52 27

SLOVAKIA

Slovenska Technicka Kniznica

Námestie slobody 19
SLO-81223 Bratislava 1
Tel. (42-7) 53 18 364
Fax (42-7) 53 18 364
e-mail: europ@tbb1.sitk.stuba.sk

MALTA

Miller Distributors Ltd

Malta International Airport
PO Box 25
LQA 05 Malta
Tel. (356) 66 44 88
Fax (356) 67 97 99

TÜRKIYE

Dünya Infotel A.S.

Istiklâl Caddesi No 469
TR-80050 Tünel-Istanbul
Tel. (90-212) 251 91 96 / 427 02 10
Fax (90-212) 251 91 97

ISRAEL

R.O.Y. International

17, Shimon Hatarssi Street
PO Box 13056
61130 Tel Aviv
Tel. (972-3) 546 14 23
Fax (972-3) 546 14 42
e-mail: royil@netvision.net.il

Sub-agent for the Palestinian Authority:

Index Information Services

PO Box 19502
Jerusalem
Tel. (972-2) 27 16 34
Fax (972-2) 27 12 19

EGYPT

The Middle East Observer

41, Sherif Street
Cairo
Tel. (20-2) 39 26 919
Fax (20-2) 39 39 732

UNITED STATES OF AMERICA

Unipub

4611-F Assembly Drive
MD20706 Lanham
Tel. (800) 274-4888 (toll free telephone)
Fax (800) 865-3450 (toll free fax)

CANADA

Uniquement abonnements/
Subscriptions only:

Renouf Publishing Co. Ltd

1294 Algoma Road
K1B 3W8 Ottawa, Ontario
Tel. (1-613) 741 73 33
Fax (1-613) 741 54 39
e-mail: renouf@fox.nstn.ca
For monographs see: Unipub

AUSTRALIA

Hunter Publications

PO Box 404
3167 Abbotsford, Victoria
Tel. (3) 9417 53 61
Fax (3) 9419 71 54

JAPAN

PSI-Japan

Kyoku Dome, Tokyo Kojimachi P.O.
Tokyo 102
Tel. (81-3) 3234 69 21
Fax (81-3) 3234 69 15
e-mail: psijapan@gol.com
URL: www.psi-japan.com

SOUTH AND EAST ASIA

Legal Library Services Limited

Orchard
PO Box 0523
912318 Singapore
Tel. (65) 243 24 98
Fax (65) 243 24 79
e-mail: elaine@leg-liby.demon.co.uk

SOUTH AFRICA

Safto

5th Floor Export House,
CNR Maude & West Streets
PO Box 782 706
2146 Sandton
Tel. (27-11) 883 37 37
Fax (27-11) 883 65 69

ANDERE LÄNDER

OTHER COUNTRIES

AUTRES PAYS

Bitte wenden Sie sich an ein Büro Ihrer Wahl
Please, address yourself to the sales office of your choice
Veuillez vous adresser au bureau de vente de votre choix

Price (excluding VAT) in Luxembourg: ECU 11.50
Prix au Luxembourg, TVA exclue:

ISBN 92-827-9434-2



OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS
OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES



9 789282 794340 >

L-2985 Luxembourg
